

L'Empire du Sang

Prologue — La photo dans le tiroir

Marcus Delorme a trouvé la photo en vidant l'appartement de son père.

Un homme jeune, en tenue de combat américaine, quelque part dans la jungle vietnamienne. En arrière-plan, on distingue des enfants qui regardent l'objectif avec des yeux qu'on ne sait pas comment décrire. Pas de haine. Pas de sourire. Une espèce d'attention immobile, comme si l'appareil photo était une chose étrange venue d'une autre planète.

Son père ne parlait pas du Vietnam. Jamais. Il était rentré en 1971, avait épousé une Française rencontrée à Bordeaux, avait ouvert un magasin de matériel de bricolage, avait vieilli sans paraître y penser. Sauf les nuits, apparemment. Sa mère avait mentionné les nuits, une fois, avant de changer de sujet.

Marcus avait vingt ans en 1998 quand il s'était engagé dans l'US Army. Citoyenneté américaine par son père, possibilité de payer des études, sentiment confus que ça lui ressemblait — quelque chose qui demandait du courage, ou du moins de l'élan. Il n'avait pas eu de modèle plus précis que ça.

Il avait fait l'Irak deux fois.

La première fois, 2003, il était enthousiaste. La deuxième, 2007, il obéissait. Il y a une différence entre les deux états d'esprit que les gens qui n'ont pas été là ne comprennent peut-être pas entièrement.

Il est rentré avec un genou abîmé, quelques cauchemars, et des questions qui ont mis des années à se formuler clairement. Des questions du type : pour quoi exactement j'ai fait ça ? Pas pour la démocratie — la démocratie en Irak, il avait vu ce que ça donnait de près. Pas pour les armes de destruction massive — il savait assez tôt qu'elles n'existaient pas. Alors pour quoi ?

Ce livre est le résultat de cette question.

Il ne prétend pas être un livre de vétéran — ce n'est pas une thérapie déguisée. Il ne prétend pas non plus être anti-américain, catégorie dans laquelle on range commodément tout ce qui dérange le récit officiel.

Il prétend être honnête.

Et l'honnêteté, sur les guerres menées par les États-Unis depuis 1965, exige de regarder des chiffres sans filtre patriotique. Des chiffres sur les morts, les déplacés, les pays détruits. Des chiffres aussi sur les contrats, les profits, les cours de bourse. Des chiffres sur la corrélation entre les annonces de guerre et les performances boursières de Lockheed Martin.

Il prétend aussi poser la question que les médias dominants posent rarement : à qui ces guerres ont-elles profité ?

La réponse n'est pas "à la démocratie". Elle ne l'a jamais été.

Marcus a mis la photo dans une enveloppe, avec quelques autres affaires de son père. Il ne sait pas ce que regardaient ces enfants vietnamiens en 1970. Ce qu'il sait, c'est que la question qui se posait en 1970 et la question qui se posait en 2003 et la question qui se pose aujourd'hui sont la même question, formulée avec des technologies différentes et des prétextes différents.

La question : pourquoi ?

Ce livre tente d'y répondre honnêtement.

Chapitre 1 — Le pétrodollar : la monnaie adossée aux fusils

Pour comprendre les guerres de l'empire, il faut d'abord comprendre ce que défendent ces guerres. Ce n'est pas la démocratie. Ce n'est pas les droits humains. C'est un système monétaire.

De Bretton Woods au choc Nixon (1944–1971)

Après la Seconde Guerre mondiale, le système monétaire international reposait sur un principe simple : le dollar américain était convertible en or à un taux fixe (35 dollars l'once), et toutes les autres monnaies étaient indexées sur le dollar. Ce système — Bretton Woods — faisait du dollar la monnaie de réserve mondiale par convention formelle.

Il fonctionnait tant que les États-Unis maintenaient leur discipline budgétaire — c'est-à-dire tant qu'ils ne créaient pas plus de dollars que leur stock d'or ne le permettait.

La guerre du Vietnam a brisé cette discipline. Le financement de la guerre par impression monétaire a créé une inflation qui a rendu la parité or-dollar intenable. En août 1971, Nixon a unilatéralement mis fin à la convertibilité dollar-or — ce qu'on appelle le "Nixon shock".

Le dollar flottait désormais sans ancrage. Il risquait l'effondrement de confiance.

Il fallait un nouvel ancrage.

L'accord pétrodollar de 1973–1974

Entre 1973 et 1974, Henry Kissinger, secrétaire d'État de Nixon, a mené deux séries de négociations secrètes avec l'Arabie Saoudite qui ont redéfini l'architecture du système monétaire mondial.

Premier accord : l'Arabie Saoudite accepte de vendre son pétrole exclusivement en dollars américains. En échange : protection militaire américaine garantie du régime des Saoud, ventes d'armes massives à prix préférentiels, présence militaire discrète.

Deuxième accord : les surplus de pétrodollars saoudiens seront recyclés dans des bons du Trésor américain — finançant la dette américaine, maintenant les taux d'intérêt américains bas, et créant une boucle de financement mutuel.

L'accord a ensuite été étendu aux autres membres de l'OPEP.

Le résultat : le dollar n'est plus adossé à l'or. Il est adossé au pétrole — et à la capacité militaire américaine de garantir que le pétrole continuera d'être vendu en dollars.

Ce que le pétrodollar exige

Ce système crée une dépendance structurelle entre la valeur du dollar et le contrôle militaire de la région pétrolière.

Si les pays producteurs commencent à vendre leur pétrole dans d'autres monnaies, la demande mondiale de dollars diminue. Si la demande de dollars diminue, sa valeur baisse. Si sa valeur baisse, les conditions de financement de la dette américaine se dégradent. Si elles se dégradent, l'économie américaine entre en crise.

L'équation est simple : le niveau de vie américain — et la capacité de l'État américain à financer ses dépenses militaires, sociales, gouvernementales — dépend en partie du maintien du dollar comme monnaie de référence des échanges pétroliers mondiaux.

Toute menace à ce système est donc, par définition, une menace existentielle à l'empire.

Les contrevenants et leur sort

L'histoire des cinquante dernières années est parsemée d'exemples de dirigeants qui ont tenté de dédollariser leurs échanges pétroliers — et des conséquences qu'ils ont subies.

Mouammar Kadhafi — En 2009, lors d'un sommet de l'Union africaine, il propose un “dinar or” africain pour remplacer le dollar dans les échanges pétroliers et le franc CFA dans les échanges intra-africains. La Libye possède les plus grandes réserves d'or d'Afrique sub-saharienne et un fonds souverain de 150 milliards de dollars. Il est tué en 2011 après l'intervention de l'OTAN. Un courriel d'Hillary Clinton déclassifié en 2016 cite explicitement les réserves d'or et le projet de dinar parmi les motivations de l'intervention.

Saddam Hussein — En novembre 2000, il annonce que l'Irak vendra son pétrole en euros dans le cadre du programme “Pétrole contre nourriture” de l'ONU. En 2003, les États-Unis envahissent l'Irak. Les premières décisions du gouvernement provisoire américain : revenir au dollar pour les ventes de pétrole. Les armes de destruction massive n'ont jamais été trouvées.

Hugo Chávez (Venezuela) — Il met en place des accords de troc pétrole contre services avec Cuba et d'autres pays d'Amérique latine, contournant le dollar. En 2002, un coup d'État contre lui est soutenu par Washington

(reconnu par la suite). Il résiste. Les pressions économiques et diplomatiques s'intensifient. Son successeur Maduro subit des sanctions qui paralysent l'économie vénézuélienne.

Iran — Refuse depuis 1979 de vendre son pétrole en dollars. 45 ans de sanctions, de guerre économique, d'isolement.

Russie — Après 2022, accélère la dédollarisation de ses échanges pétroliers, notamment vers la Chine et l'Inde. La réponse : sanctions sans précédent, gel de 300 milliards de réserves souveraines (première saisie de réserves souveraines d'un pays de cette taille dans l'histoire du droit international).

Ce que ce système n'est pas

Ce n'est pas une conspiration dans le sens d'un plan secret délibéré concerté entre des acteurs malveillants dans une arrière-salle. C'est quelque chose de plus banal et plus difficile à démanteler : une architecture d'intérêts qui se perpétue parce qu'elle profite à assez d'acteurs puissants pour qu'ils la défendent, chacun rationnellement, sans que personne n'ait besoin d'ordonner quoi que ce soit.

Les banques américaines ont intérêt à la demande mondiale de dollars. Les exportateurs américains ont intérêt à un dollar fort. Les contractants de défense ont intérêt aux guerres qui protègent le système. Les politiciens américains ont intérêt à l'emploi que ces industries génèrent.

Personne ne se réunit dans une salle pour décider de bombarder la Libye. Mais les intérêts s'alignent de telle façon que, quand un dirigeant africain propose de remplacer le dollar par un étalon or, la machine se met en marche avec la fluidité d'un mécanisme bien huilé.

C'est ça, un empire. Pas un complot. Un système.

La formule de Kissinger

On attribue à Henry Kissinger la formule suivante : *“Contrôlez le pétrole et vous contrôlez les nations. Contrôlez la nourriture et vous contrôlez les peuples. Contrôlez l’argent et vous contrôlez le monde.”*

Sa paternité exacte est débattue. Son contenu résume avec une précision troublante la doctrine qui a guidé la politique étrangère américaine depuis 1973.

Ce chapitre est le fondement théorique de tous ceux qui suivent. Les guerres décrites dans ce livre ne sont pas des aberrations, des erreurs de jugement ou des excès circonstanciels. Elles sont la conséquence logique d’un système qui a besoin de force pour se maintenir.

Chapitre 2 — La doctrine : de Nixon à la guerre préventive

Les empires ont des doctrines. Elles évoluent au fil des administrations, s'adaptent aux contextes, changent de vocabulaire — mais maintiennent une constante : la justification morale du recours à la force pour maintenir la prééminence américaine.

Comprendre ces doctrines, c'est comprendre comment un système d'intérêts se légitime en valeurs.

La doctrine Nixon (1969) : les autres combattent nos guerres

Richard Nixon, enlisé au Vietnam, cherche une sortie qui préserve la crédibilité américaine. Sa solution : les alliés régionaux combattront à la place des soldats américains, avec des armes américaines. Washington fournit les équipements, l'argent, la couverture diplomatique. D'autres versent le sang.

C'est le modèle qui sera appliqué en Arabie Saoudite, en Iran du Shah, en Irak de Saddam (pendant la guerre Iran-Irak), en Afghanistan (moudjahidines contre les Soviétiques), au Yémen (coalition saoudienne) et dans des dizaines d'autres configurations.

La doctrine Nixon est économique dans son rapport au sang américain — et prodigue en dommages dans les populations qui servent de proxy.

La doctrine Carter (1980) : le Golfe comme intérêt vital

En janvier 1980, après la révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, Jimmy Carter énonce une doctrine explicite lors du discours sur l'état de l'Union :

“Toute tentative par une force extérieure de prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, et de telles agressions seront repoussées par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire.”

C'est la première fois qu'une administration américaine déclare explicitement que le Golfe Persique est une zone d'intérêt vital national défendable par la guerre. La doctrine Carter crée le CENTCOM — le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient.

Ce que Carter dit en clair : le pétrole du Golfe est américain au sens stratégique. Quiconque s'en approche sera traité comme une menace existentielle.

La doctrine Reagan (1980s) : financer les guerres des autres

Ronald Reagan étend la doctrine Nixon : les États-Unis financeront, armeront et entraîneront des mouvements armés “anti-communistes” partout dans le monde — moudjahidines afghans, contras nicaraguayens, guérillas angolaises, résistance cambodgienne.

Le corollaire pratique : l'ennemi d'aujourd'hui sera l'ennemi de demain. Les moudjahidines afghans armés par la CIA contre les Soviétiques deviendront la base humaine et idéologique de Taliban et d'al-Qaïda.

Oussama ben Laden a été parmi les bénéficiaires de l'aide américaine aux moudjahidines. Ce n'est pas une anecdote marginale — c'est la conséquence logique d'une doctrine qui traite les acteurs armés comme des instruments jetables.

La doctrine Bush père (1991) : l'ordre mondial sous leadership américain

La guerre du Golfe de 1991 permet à George H.W. Bush d'annoncer un "nouvel ordre mondial" — un système international sous leadership américain, fondé sur le droit international mais appliqué sélectivement par la puissance militaire américaine.

Ce qu'il ne dit pas : ce "nouvel ordre" protège aussi le système pétrodollar que l'invasion irakienne du Koweït menaçait de déstabiliser.

Le Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC, 1997-2001)

En 1997, un groupe de néoconservateurs américains — Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Jeb Bush, entre autres — fonde le Project for the New American Century.

Leur document fondateur soutient que les États-Unis doivent maintenir leur "prééminence militaire globale", empêcher l'émergence de puissances concurrentes, et ne pas hésiter à agir unilatéralement quand leurs intérêts l'exigent.

En 2000, un document du PNAC intitulé *Rebuilding America's Defenses* note que le processus de transformation militaire qu'ils préconisent sera lent "à moins d'un événement catastrophique et catalyseur — comme un nouveau Pearl Harbor".

Un an plus tard : le 11 septembre.

Neuf des signataires du PNAC rejoignent l'administration Bush. La guerre en Irak — planifiée avant le 11 septembre selon les propres aveux de membres de l'administration — devient possible.

La doctrine Bush fils : la guerre préventive

Après le 11 septembre, l'administration Bush codifie une rupture fondamentale dans le droit international : la doctrine de la guerre préventive.

Le principe traditionnel du droit international autorisait la guerre défensive (en réponse à une attaque) et — dans des conditions strictes — la guerre préemptive (en réponse à une menace imminente et documentée).

La doctrine Bush, formalisée dans le National Security Strategy de 2002, va plus loin : les États-Unis peuvent frapper préventivement des États qui *pourraient* représenter une menace future, même sans preuves de menace imminente.

C'est cette doctrine qui justifie l'invasion de l'Irak — un pays qui, selon les propres services de renseignement américains, ne représentait pas de menace imminente mais qui *pourrait* représenter une menace dans le futur.

La doctrine de la guerre préventive renverse 350 ans de droit international issu de la Paix de Westphalie. Elle permet de justifier pratiquement n'importe quelle guerre.

La doctrine Obama : les drones et la liste de mort

Barack Obama, lauréat du Prix Nobel de la Paix, a systématisé la pratique des frappes de drones extrajudiciaires — assassinats ciblés de personnes inscrites sur une liste approuvée personnellement par le président, sans procès, sans accusation formelle, dans des pays avec lesquels les États-Unis ne sont pas officiellement en guerre.

Le programme a tué des milliers de personnes au Pakistan, en Afghanistan, au Yémen, en Somalie et en Libye. Les statistiques officielles — longtemps classifiées — sous-comptaient les victimes civiles en classifiant comme “combattants” tous les hommes en âge de combattre présents dans une zone de frappe.

Obama a aussi lancé une intervention en Libye (2011) et une guerre par procuration en Syrie (armement des factions rebelles).

La doctrine Trump / Biden : la continuité malgré le spectacle

Donald Trump a promis la fin des “guerres sans fin”. Il a maintenu et intensifié les frappes de drones, vendu des quantités records d’armes à l’Arabie Saoudite, assassiné le général Soleimani, renforcé les sanctions contre l’Iran, la Russie, le Venezuela.

Joe Biden a maintenu la présence en Syrie (pétrole), soutenu la guerre au Yémen (puis suspendu partiellement le soutien sous pression médiatique), livré des armes à Taïwan, livré des armes à l’Ukraine, protégé la guerre à Gaza.

Le spectacle politique change. La doctrine continue.

Ce que les doctrines ne disent pas

Chaque doctrine est formulée en termes de valeurs : liberté, démocratie, droits humains, ordre international, lutte contre le terrorisme.

Aucune ne mentionne : le dollar, le pétrole, les contrats d’armement, les bases militaires, les routes commerciales.

Ce n'est pas que ces mots soient interdits — c'est qu'ils déplaceraient la discussion du registre moral vers le registre des intérêts. Et une discussion sur les intérêts exige une honnêteté qu'aucun système politique ne peut se permettre entièrement.

Les doctrines sont la grammaire du mensonge nécessaire que tout empire se raconte pour se tolérer lui-même.

Chapitre 3 — Le complexe militaro-industriel : Eisenhower avait prévenu

Le 17 janvier 1961, le président Dwight D. Eisenhower prononce son discours d'adieu à la nation. Général cinq étoiles, commandant suprême allié en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, président républicain pendant huit ans — ce n'est pas un pacifiste naïf ni un idéologue de gauche.

Sa mise en garde est d'autant plus remarquable qu'elle vient de lui.

“Dans les conseils du gouvernement, nous devons nous garder de l'acquisition d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque d'une désastreuse montée en puissance d'un pouvoir mal placé existe et persistera.”

Soixante ans plus tard, ce qu'Eisenhower craignait est devenu la norme.

Les chiffres du complexe

Le budget de la défense américain pour 2024 : 886 milliards de dollars. Supérieur aux dix budgets militaires suivants combinés. Supérieur aux budgets combinés de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de l'Arabie Saoudite, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, de la Corée du Sud, de l'Australie et du Japon.

Les principaux contractants : - **Lockheed Martin** : 65 milliards de dollars de contrats gouvernementaux en 2023. Action en bourse : +3 400% depuis 2000. - **RTX (Raytheon)** : 40 milliards. Missiles, systèmes de défense. - **Boeing Defense** : 33 milliards. Avions militaires, missiles. - **General Dynamics** : 30 milliards. Véhicules blindés, sous-marins. - **Northrop Grumman** : 25 milliards. Drones, systèmes électroniques.

Ces cinq entreprises emploient directement 700 000 personnes. Indirectement, via les sous-traitants, plusieurs millions — dans des circonscriptions soigneusement réparties dans tous les États-clés du Congrès américain.

L'architecture de l'influence

Le complexe militaro-industriel ne maintient pas son influence par la corruption au sens vulgaire. Il la maintient par une architecture systémique beaucoup plus robuste.

Le revolving door — Les généraux quatre étoiles prennent leur retraite et rejoignent les conseils d'administration des contractants de défense. Les PDG de contractants rejoignent le Pentagone ou le Département d'État. Les membres du Congrès qui siègent aux comités de défense reçoivent des contributions électorales massives des PACs des industries d'armement, puis rejoignent ces industries comme lobbyistes après leur mandat.

Exemples documentés : - Dick Cheney : secrétaire à la Défense de Bush père → PDG de Halliburton (1995-2000) → vice-président de Bush fils (qui lance les guerres dont Halliburton obtient les contrats de reconstruction). - Lloyd Austin : général quatre étoiles → conseil d'administration de Raytheon → secrétaire à la Défense de Biden. - Mark Esper : lobbyiste de Raytheon → secrétaire à la Défense de Trump.

Les contributions politiques — En 2020, les industries de défense ont dépensé 81 millions de dollars en contributions politiques et 130 millions en lobbying. Ces montants sont modestes au regard des contrats obtenus — un retour sur investissement parmi les meilleurs de l'économie américaine.

La répartition géographique — Lockheed Martin a des sous-traitants dans 49 des 50 États américains. Chaque sénateur, chaque représentant au Congrès a des électeurs qui travaillent dans l'industrie de défense. Voter contre un programme d'armement, c'est voter contre des emplois dans sa circonscription.

La guerre comme modèle d'affaires

Pour le complexe militaro-industriel, la guerre n'est pas une anomalie. C'est un marché.

Un missile Tomahawk coûte 2 millions de dollars. Une frappe qui en utilise 50 représente 100 millions de revenus pour Raytheon. La Seconde Guerre mondiale, qui a engendré la puissance industrielle américaine, a créé le modèle : la guerre comme stimulant économique.

La différence depuis 1945 : la guerre est devenue permanente. Pas au sens d'une mobilisation totale — au sens d'un état de conflit perpétuel à basse ou moyenne intensité qui maintient une demande continue d'armements.

La logique de l'obsolescence planifiée : les armes utilisées doivent être remplacées. Les guerres créent une rotation du stock. Le F-35 coûte 1 700 milliards de dollars sur son cycle de vie — le programme d'armement le plus cher de l'histoire. Il est déjà partiellement obsolète avant d'avoir terminé son développement. Un nouveau programme démarrera.

La logique de la menace permanente : sans ennemi, pas de budget. L'ennemi soviétique a disparu en 1991. Il a fallu en trouver un autre. La "guerre contre le terrorisme" (menace non-étatique, indestructible par définition), la Chine, la Russie, l'Iran, la Corée du Nord — le complexe a besoin d'un registre de menaces maintenu à jour pour justifier ses budgets.

Ce que les guerres rapportent : le cas irakien

La guerre d'Irak de 2003 est l'exemple le plus documenté de la corrélation entre décisions militaires et profits industriels.

Halliburton/KBR : la filiale de Halliburton (dont Dick Cheney était PDG avant de devenir vice-président) obtient un contrat no-bid — sans appel d'offres — pour la reconstruction de l'infrastructure pétrolière irakienne. Contrat initial : 7 milliards de dollars. Montant final : 39,5 milliards. GAO et SIGIR documentent des "irrégularités" (factures gonflées, services non rendus) pour plusieurs milliards.

Bechtel : contrat de 680 millions pour la reconstruction des infrastructures civiles. Résultats documentés par SIGIR : travaux inachevés, infrastructures qui s'effondrent peu après la réception.

DynCorp, MPRI, Triple Canopy (sociétés militaires privées) : contrats de sécurité et de formation militaire pour des milliards. Les mercenaires privés ont atteint 50% de l'effectif total en Irak à certaines périodes.

Résultat pour l'Irak : 63 milliards dépensés en reconstruction américaine → infrastructure de moins bonne qualité qu'avant la guerre selon les propres rapports des inspecteurs généraux américains.

Résultat pour les contractants : profits records, actionnaires enrichis, PDG récompensés.

Les pensions et les blessés : la facture invisible

Le complexe militaro-industriel prospère. Les soldats paient.

Coût des soins médicaux aux vétérans des guerres d'Irak et d'Afghanistan (projection sur 40 ans) : 1 000 milliards de dollars — payés par le contribuable américain, pas par les actionnaires de Raytheon.

- 20 vétérans américains se suicident chaque jour (chiffre VA, stable depuis 2005).
- 30 000 vétérans des guerres post-11/9 se sont suicidés — plus que les 7 000 tués au combat.
- Syndrome des burn pits : 3,5 millions de vétérans exposés, cancers documentés, loi PACT Act 2022 pour les indemnisations.

Les profits sont privés. Les coûts humains sont socialisés.

Eisenhower avait raison

En 1961, Eisenhower voyait l'émergence du phénomène. Soixante ans plus tard, il a atteint une maturité systémique que même son auteur n'avait probablement pas imaginée.

Le complexe militaro-industriel n'est plus seulement une influence sur la politique. Dans certains domaines, il *est* la politique. Ses cadres dirigent les agences qui régulent leurs activités. Ses lobbyistes rédigent les amendements aux lois de financement de la défense. Ses experts témoignent au Congrès sur les besoins militaires que leurs entreprises sont seules à pouvoir satisfaire.

C'est le capitalisme de surveillance appliqué à la guerre : un système qui a besoin de son propre produit pour justifier son existence, et qui a suffisamment d'influence pour s'assurer que ce produit continuera d'être acheté.

Le produit, c'est la guerre.

Chapitre 4 — Vietnam : le premier test, le premier désastre

Le Vietnam est la guerre fondatrice du complexe décrit dans ce livre. C'est là que le modèle s'est formé — et que ses limites sont apparues pour la première fois avec une clarté sans ambiguïté.

C'est aussi la guerre que les États-Unis ont perdue, et dont ils ont tiré les mauvaises leçons.

Le contexte : la domino theory et le contrôle des routes

La justification officielle de la guerre du Vietnam était la “théorie des dominos” : si le Vietnam du Sud tombait sous contrôle communiste, les pays voisins suivraient un par un, jusqu'à ce que l'ensemble de l'Asie du Sud-Est passe sous influence soviétique ou chinoise.

Cette théorie était partiellement vraie (le Cambodge et le Laos ont effectivement basculé), partiellement manipulée.

Ce que la théorie des dominos ne mentionnait pas : l'Asie du Sud-Est était une région de transit critique pour le commerce mondial. Les détroits de Malacca, de la Sonde, les routes vers le Japon et la Corée du Sud — deux alliés dépendants du pétrole du Golfe acheminé par ces routes. Le contrôle stratégique de ces eaux avait une valeur indépendante de l'idéologie.

La fabrication du prétexte : l'incident du Golfe du Tonkin

Le 2 août 1964, un destroyer américain, le USS Maddox, est attaqué par des torpilleurs nord-vietnamiens dans le golfe du Tonkin. Deux jours plus tard, le 4 août, une seconde attaque est signalée — contre le Maddox et le USS Turner Joy.

Sur la base de ces deux incidents, le Congrès vote la résolution du Golfe du Tonkin (7 août 1964), donnant au président Johnson des pouvoirs quasi illimités pour engager des forces militaires au Vietnam. C'est le début de l'escalade officielle.

La seconde attaque du 4 août n'a probablement pas eu lieu.

Les enregistrements déclassifiés de la NSA, publiés en 2005, confirment que les analystes de renseignement avaient des doutes sérieux sur la réalité de la seconde attaque au moment même où Johnson la présentait au Congrès comme un fait établi.

Le Secrétaire à la Défense Robert McNamara, dans ses mémoires publiés en 1995 et dans le documentaire *The Fog of War* (2003), a reconnu que les doutes existaient et que la décision d'escalader avait été prise malgré eux.

Le modèle du prétexte fabriqué — ou amplifié — est établi. Il sera réutilisé.

La conduite de la guerre

La stratégie américaine au Vietnam combinait plusieurs approches qui, ensemble, ont produit des dommages humains et environnementaux sans précédent dans l'histoire de la guerre industrielle.

Les bombardements de tapis : Operation Rolling Thunder (1965-1968) — 3 ans de bombardements intensifs du Vietnam du Nord. 643 000 tonnes de bombes larguées — plus que l'ensemble des bombes larguées par les

Alliés pendant toute la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique. Résultat militaire : faible. L'industrie de guerre nord-vietnamienne, dispersée et souterraine, a survécu.

La guerre chimique — l'Agent Orange : programme de défoliation massive (1961-1971), nom de code Operation Ranch Hand. 72 millions de litres d'herbicides déversés — dont 43 millions de litres d'Agent Orange, contaminé à la dioxine TCDD, l'une des substances les plus toxiques connues. Objectif officiel : détruire le couvert forestier utilisé comme abri par les forces nord-vietnamiennes.

Résultats documentés : - 4,8 millions de personnes exposées (US Government Accountability Office) - 400 000 morts et handicapés (chiffres du gouvernement vietnamien) - 500 000 enfants nés avec malformations congénitales - Contamination du sol et des nappes phréatiques persistant 50 ans après - Les entreprises Monsanto et Dow Chemical, fabricantes d'Agent Orange, ont obtenu l'immunité légale par législation américaine en 1984. Elles ont versé un règlement de 180 millions de dollars aux vétérans américains exposés. Les victimes vietnamiennes n'ont jamais été indemnisées.

Les free fire zones : zones déclarées où tout être humain présent était supposé ennemi et pouvait être tué sans identification préalable. Pratique documentée, rendue publique notamment lors du massacre de My Lai (mars 1968, 504 civils — dont des femmes, des enfants, des vieillards — tués par une unité américaine commandée par le lieutenant Calley).

La campagne Phoenix : programme de neutralisation des infrastructures civiles et politiques du Viet Cong. 20 000 à 40 000 personnes "neutralisées" (terme officiel) entre 1968 et 1972, dont une partie par assassination ciblée. Précurseur du programme de drones des années 2000.

Les chiffres humains

Soldats américains tués : 58 220. Soldats américains blessés : 303 644 (dont 153 303 hospitalisés). Soldats alliés (Vietnam du Sud, Corée du Sud, Australie, autres) tués : ~250 000. Civils et combattants vietnamiens (Nord et Sud) tués : estimations entre 1,1 et 3,8 millions selon les méthodologies. Le chiffre le plus communément cité par les historiens : 1,5 à 2 millions de civils. Victimes cambodgiennes des bombardements secrets (opération Menu, 1969-1973) : estimations de 50 000 à 150 000 civils. Laos : pays le plus bombardé au monde par habitant — 270 millions de bombes à sous-munitions larguées, dont 30% n’ont pas explosé et continuent de tuer aujourd’hui.

Les conséquences géopolitiques non anticipées

La déstabilisation du Cambodge par les bombardements secrets américains a créé le vide politique qui a permis la montée des Khmers Rouges.

Sous Pol Pot (1975-1979), le régime khmer rouge a tué entre 1,5 et 2 millions de personnes dans ce qu’on appelle le génocide cambodgien — sur une population de 8 millions.

Ce génocide est une conséquence directe de la déstabilisation américaine du Cambodge. Il est rarement présenté comme tel dans les récits historiques occidentaux.

Les leçons tirées (et celles qui ne l’ont pas été)

La défaite au Vietnam a traumatisé l’institution militaire américaine. Le “syndrome du Vietnam” — la réticence de l’opinion publique et des militaires à s’engager dans des guerres longues au sol — a duré une génération.

Les généraux qui ont perdu au Vietnam ont tiré plusieurs leçons : - Ne jamais s'engager sans une opinion publique favorable (doctrine Powell : objectifs clairs, force écrasante, exit strategy). - Contrôler le récit médiatique (journalistes embarqués, pool presse, accès contrôlé). - Éviter les images qui choquent (interdiction de filmer les cercueils des soldats américains).

Ces leçons sont des leçons de communication, pas des leçons de politique. Elles répondent à la question : “Comment faire accepter la guerre ?” plutôt qu'à la question : “Quand faut-il faire la guerre ?”

La question fondamentale — “Est-ce que les objectifs annoncés correspondent aux intérêts réels, et est-ce que les intérêts réels justifient le coût humain ?” — n'a pas été posée institutionnellement.

Elle a donc été reproduite. Au Golfe, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie.

La dette des fabricants d'Agent Orange

En 2004, une cour d'appel américaine a rejeté les demandes d'indemnisation des victimes vietnamiennes de l'Agent Orange contre Monsanto, Dow et d'autres fabricants. Motif : les entreprises avaient agi en exécution d'un contrat gouvernemental et ne pouvaient être tenues responsables.

Les 3 à 4 millions de victimes vietnamiennes exposées à la dioxine — celles qui vivent encore, celles qui portent les séquelles, les enfants qui naissent encore aujourd'hui avec des malformations dans les zones contaminées — n'ont reçu aucune indemnisation.

Monsanto a été rachetée par Bayer en 2018 pour 63 milliards de dollars.

Chapitre 5 — La guerre du Golfe : la démonstration parfaite

Si le Vietnam était le test raté, la guerre du Golfe de 1991 a été la démonstration quasi parfaite du modèle pétrodollar : une guerre rapide, décisif, médiatiquement maîtrisée, qui protège l'accès au pétrole et consolide la position américaine dans la région — à un coût humain américain minimal.

Le modèle a semblé si efficace qu'il a généré les conditions de toutes les erreurs suivantes.

Ce que la guerre protégeait réellement

Le 2 août 1990, Saddam Hussein envahit le Koweït. Les raisons évoquées : différends frontaliers historiques (le Koweït était une province irakienne sous l'Empire ottoman), litiges sur le pétrole du champ de Rumayla qui traverse la frontière, et accusation que le Koweït pratiquait un forage diagonal (slant drilling) dans le territoire irakien.

La réaction américaine a été immédiate et totale. Pourquoi ?

Le Koweït possède 10% des réserves pétrolières mondiales. L'Arabie Saoudite, frontalière et potentiellement menacée, en possède 17%. Un Irak contrôlant le Koweït et menaçant l'Arabie Saoudite contrôlerait 40% des réserves mondiales — et, plus important, 40% de la production en dollars qui maintient le système pétrodollar.

C'est ça, la menace existentielle. Pas les droits du peuple koweïtien — dont l'émir, au pouvoir par héritage dynastique, n'a jamais organisé d'élection.

Ce que George H.W. Bush a dit : *“Cette agression ne restera pas impunie. Ce qui est en jeu, c’est plus que le petit pays du Koweït. C’est une grande idée — un nouvel ordre mondial.”*

Ce qu’il n’a pas dit : la 5ème Flotte américaine protège les tankers qui transportent le pétrole du Golfe. Sans ce pétrole en dollars, le système s’effondre.

La fabrication du consentement : les faux témoignages

Le 10 octobre 1990, une jeune fille de 15 ans, présentée sous le prénom de Nayyirah, témoigne devant une commission du Congrès américain en larmes. Elle affirme avoir été témoin de soldats irakiens vidant des couveuses dans un hôpital koweïtien, laissant les nourrissons mourir sur le sol carrelé.

Le témoignage est diffusé massivement. Il est cité par George Bush et de nombreux sénateurs comme justification morale de l’intervention militaire.

Six mois plus tard, on apprend que “Nayyirah” est en réalité la fille de l’ambassadeur du Koweït aux États-Unis. Elle n’était pas au Koweït au moment des faits. Son témoignage a été organisé par Hill & Knowlton, une firme de relations publiques engagée par le gouvernement koweïtien en exil pour 10,7 millions de dollars.

L’histoire des couveuses est fausse. Amnesty International, qui l’avait initialement reprise, la rétracte.

Le Congrès a voté l’autorisation de guerre sur la base d’un faux témoignage fabriqué par une agence de PR payée par un gouvernement étranger.

La guerre elle-même : efficacité et dommages

La guerre du Golfe a été technologiquement spectaculaire. Les images de frappes de précision diffusées en direct sur CNN — “la guerre propre”, “les bombes intelligentes” — ont créé un nouveau paradigme médiatique. La guerre comme spectacle télévisé.

Ce que les caméras ne montraient pas :

Les bombes dites “intelligentes” représentaient 8% des munitions utilisées. 92% des bombes larguées pendant la guerre du Golfe étaient des bombes conventionnelles non guidées.

La route de la mort (22-27 février 1991) : lors de la retraite des forces irakiennes du Koweït, des colonnes de soldats fuyant sur la route Bassora-Koweït ont été bombardées pendant des heures. Des milliers de soldats irakiens ont été tués alors qu'ils se retiraient. Le général Norman Schwarzkopf a ordonné l'arrêt des frappes — l'image du massacre était trop visible.

Les défenses irakiennes enterrées : des soldats irakiens dans des tranchées ont été enterrés vivants par des bulldozers américains. Cette tactique, documentée par le New York Times en 1991, a été peu couverte. Le nombre de morts est inconnu.

L'uranium appauvri : les États-Unis ont utilisé des obus perforants à uranium appauvri pour la première fois à grande échelle. Environ 300 tonnes ont été utilisées. Les soldats et civils irakiens exposés, ainsi que certains vétérans américains, présentent des taux anormalement élevés de cancers et de malformations — ce que le gouvernement américain conteste systématiquement.

Les sanctions : la deuxième guerre invisible

La guerre de 1991 a été suivie de l'embargo le plus sévère jamais imposé à un pays en dehors de conditions de guerre totale déclarée.

Les sanctions ONU sur l'Irak (1990-2003) ciblaient officiellement le régime de Saddam. Leurs effets réels ont principalement affecté la population civile.

L'infrastructure dévastée par la guerre (usines de traitement d'eau, hôpitaux, réseaux électriques) ne pouvait être reconstruite car les pièces nécessaires étaient classifiées comme "double usage" potentiel. L'eau non traitée a provoqué des épidémies de typhoïde, de choléra, de gastro-entérites fatales.

L'UNICEF a publié en 1999 une étude estimant à 500 000 le nombre d'enfants de moins de 5 ans morts en excès entre 1991 et 1998, directement attribuables aux effets des sanctions sur les systèmes de santé et d'eau potable.

En 1996, la journaliste Lesley Stahl demande à Madeleine Albright, ambassadrice américaine à l'ONU : *“Nous avons entendu dire que 500 000 enfants sont morts. C'est plus que le nombre d'enfants morts à Hiroshima. Pensez-vous que le prix en valait la peine ?”*

Madeleine Albright répond : *“Je pense que c'est un choix très difficile. Mais le prix — nous pensons que le prix en valait la peine.”*

Cette réponse n'a pas mis fin à la carrière de Madeleine Albright. Elle est devenue secrétaire d'État.

L'effet secondaire : al-Qaïda

La guerre du Golfe laisse 500 000 soldats américains sur le sol d'Arabie Saoudite. Après la victoire, une partie reste sous forme de bases permanentes.

Pour Oussama ben Laden — Saoudien, ancien moudjahidine financé par la CIA en Afghanistan — la présence de soldats américains sur la terre des lieux saints de l'islam est une profanation inacceptable.

Dans ses déclarations de guerre aux États-Unis (1996, 1998), ben Laden cite explicitement trois griefs : la présence militaire américaine en Arabie Saoudite, les sanctions contre l'Irak, et le soutien américain à Israël.

La guerre du Golfe, menée pour protéger l'Arabie Saoudite, a créé les conditions de la radicalisation qui a produit le 11 septembre — qui a justifié les guerres suivantes.

Le système engendre ses propres prétextes.

L'illusion de la guerre propre

La “victoire” de 1991 a été catastrophique dans ses conséquences à long terme précisément parce qu'elle semblait si propre.

Elle a convaincu une génération de décideurs américains — particulièrement les néoconservateurs du PNAC — que la force militaire américaine pouvait résoudre des problèmes politiques complexes rapidement, avec des pertes minimales, en quelques semaines.

C'est cette illusion qui a rendu possible Irak 2003.

Le secrétaire à la Défense Dick Cheney, architecte de la guerre du Golfe et futur architecte d'Irak 2003, déclare en 1994, avant de changer d'avis :

“Combien de morts américains valent Bagdad ? Et si je vous avais dit 500, vous auriez dit que c’est acceptable ? Si vous en arrivez à Bagdad — que faites-vous ensuite ? L’Irak explose en morceaux. Vous avez des Kurdes au nord, les Chiites au sud. Vous contrôlez le pays entier. Ça ne se fait pas facilement.”

En 2003, il avait oublié ce qu’il avait su en 1994.

Chapitre 6 — 11 septembre et la guerre sans fin

Le 11 septembre 2001 est le tournant. Pas parce que le monde a changé ce jour-là — mais parce qu’il a fourni le prétexte pour mettre en œuvre une doctrine qui attendait depuis des années son catalyseur.

Ce qui s’est passé

Le 11 septembre 2001, dix-neuf pirates de l’air — quinze Saoudiens, deux Émiratis, un Égyptien, un Libanais — détournent quatre avions commerciaux américains. Deux s’écrasent sur les tours du World Trade Center à New York, un sur le Pentagone, un dans un champ en Pennsylvanie (après la résistance des passagers).

2 996 personnes sont tuées. C’est l’attentat le plus meurtrier de l’histoire sur le sol américain.

Les auteurs sont membres d’al-Qaïda, organisation dirigée par Oussama ben Laden, hébergée en Afghanistan par le régime Taliban.

Ces faits sont établis.

Ce que le 11 septembre a permis

Dans les jours et semaines suivant le 11 septembre, l’administration Bush prend des décisions qui transforment durablement la politique américaine — et mondiale.

L'Authorization for Use of Military Force (AUMF) est votée le 18 septembre 2001 par le Congrès, avec une seule voix contre (la représentante Barbara Lee). Elle autorise le président à utiliser “toute la force nécessaire et appropriée contre les nations, organisations ou personnes” impliquées dans les attentats.

Depuis 2001, cette autorisation a été invoquée pour des opérations militaires dans au moins 19 pays, dont beaucoup n'avaient aucun lien avec le 11 septembre. Elle n'a jamais été abrogée. Elle est toujours en vigueur.

Le Patriot Act (26 octobre 2001) permet une surveillance massive des communications américaines et étrangères, réduit les protections contre les perquisitions sans mandat, élargit les définitions du terrorisme. Ses dispositions les plus intrusives sont renouvelées régulièrement sous toutes les administrations, républicaines et démocrates.

L'état d'urgence nationale déclaré par Bush le 14 septembre 2001 est toujours en vigueur. Il a été renouvelé chaque année depuis 23 ans, sous quatre présidents.

L'Afghanistan : pourquoi et comment

L'intervention en Afghanistan (octobre 2001) avait une justification directe : al-Qaïda y était basé, les Taliban refusaient de livrer ben Laden.

La justification immédiate était légitime. L'exécution a été catastrophique.

L'objectif militaire initial — démanteler al-Qaïda et ses infrastructures — a été atteint dans les premières semaines. Ben Laden s'est enfui à Tora Bora en décembre 2001. Il n'a été tué qu'en mai 2011 — au Pakistan.

À partir de là, la mission s'est transformée en “nation building” — construction d'un État afghan stable, démocratique, capable de résister aux Taliban.

Vingt ans, 2 261 milliards de dollars, et 47 000 civils afghans tués plus tard, les Taliban ont repris Kaboul en 11 jours en août 2021.

Le bilan : zéro. Pire que zéro — les Taliban gouvernent désormais un pays dont l’armée, entraînée par les États-Unis pendant 20 ans, s’est évaporée sans combattre.

L’Afghanistan : le pipeline

Ce que les médias mentionnent rarement : l’Afghanistan a une valeur géopolitique indépendante d’al-Qaïda.

En 1998, le vice-président de la compagnie pétrolière Unocal témoigne devant le Congrès américain que l’Afghanistan est la route naturelle pour un pipeline qui transporterait le pétrole et le gaz de la mer Caspienne (Turkménistan, Kazakhstan) vers les marchés asiatiques sans passer par la Russie ou l’Iran.

Le projet de pipeline TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) est évoqué depuis 1996. L’administration Bush avait des contacts avec les Taliban en 2001 — avant le 11 septembre — pour discuter des conditions de sécurité du pipeline.

Après l’intervention américaine, le gouvernement afghan signe des accords de principe sur le TAPI. Le pipeline est finalement inauguré (partiellement) en 2018.

L’Afghanistan est aussi un producteur d’opium. Sous le gouvernement “démocratique” soutenu par les États-Unis, la production d’opium est passée de 185 tonnes (2001) à 9 000 tonnes (2017) — fournissant 90% de l’héroïne mondiale. Les Taliban, qui avaient réduit la production à 185 tonnes par interdiction religieuse avant 2001, l’ont à nouveau interdit après leur retour au pouvoir.

L'Irak dans le discours post-11 septembre

Le 11 septembre est devenu le prétexte pour une guerre qui était planifiée avant lui.

Richard Clarke, coordinateur de la lutte antiterroriste à la Maison-Blanche sous Clinton et les deux premières années de Bush, a témoigné devant la Commission du 11 septembre et dans ses mémoires : dès le 12 septembre 2001, l'administration Bush cherchait des liens entre l'Irak et les attentats — malgré l'absence de preuves.

Bob Woodward rapporte que Donald Rumsfeld, lors des premières réunions de crise le 11 septembre, suggérait de frapper l'Irak.

L'Irak n'avait aucun lien avec le 11 septembre. Aucun des 19 pirates de l'air n'était irakien. Oussama ben Laden et Saddam Hussein étaient ennemis — l'un islamiste radical, l'autre dirigeant d'un État laïc baasiste.

La confusion entre al-Qaïda et l'Irak dans l'esprit du public américain — entretenue par des déclarations soigneusement formulées de membres de l'administration — est l'un des exemples les plus documentés de manipulation de l'opinion dans l'histoire récente. En 2003, 70% des Américains croyaient que Saddam Hussein avait personnellement participé aux attentats du 11 septembre.

La “guerre contre le terrorisme” comme architecture permanente

La déclaration de “guerre contre le terrorisme” (War on Terror) est conceptuellement différente de toutes les guerres précédentes.

Une guerre contre un État a une fin possible : l'ennemi se rend, signe un traité, capitule. Une guerre contre le terrorisme — contre une tactique, contre un état d'esprit diffus, contre des organisations non-étatiques qui peuvent se reconstituer et se multiplier — n'a pas de fin définissable.

C'est, par construction, une guerre sans fin.

Le Pentagone l'a rapidement intégré. Les budgets "Overseas Contingency Operations" (OCO) — les dépenses de guerre hors budget ordinaire — ont représenté 2 000 milliards de dollars supplémentaires entre 2001 et 2020, hors des contraintes budgétaires normales, sans vote annuel de justification.

Une guerre sans fin est un marché sans fin. Pour les contractants de défense, le War on Terror a été la plus grande opportunité commerciale depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le coût de la surveillance intérieure

Le 11 septembre a aussi produit une transformation de la surveillance intérieure américaine dont l'étendue n'a été connue qu'en 2013, grâce aux révélations d'Edward Snowden.

La NSA collectait massivement les métadonnées téléphoniques de l'ensemble des citoyens américains (programme PRISM). Les données d'internet des citoyens du monde entier étaient interceptées via les câbles sous-marins. Les emails et communications des dirigeants alliés — Angela Merkel incluse — étaient surveillés.

Un État dont la constitution garantit des protections contre les fouilles et perquisitions sans mandat a construit une infrastructure de surveillance totale de ses propres citoyens, justifiée par la "guerre contre le terrorisme".

Les révélations Snowden ont produit quelques réformes cosmétiques. L'infrastructure reste en place.

Chapitre 7 — Afghanistan : vingt ans pour rien

Le 15 août 2021, les Taliban entrent dans Kaboul. Le gouvernement afghan, soutenu par les États-Unis pendant vingt ans, entraîné pendant vingt ans, équipé pendant vingt ans, s'effondre en onze jours.

Des milliers d'Afghans se pressent à l'aéroport de Kaboul. Des images insoutenables montrent des hommes s'accrochant aux trains d'atterrissage d'un avion américain qui décolle, puis tombant.

Vingt ans. 2 261 milliards de dollars. 47 000 civils tués. Et onze jours pour que tout disparaisse.

Le mythe du nation building

L'idée qu'on pouvait construire une démocratie libérale fonctionnelle en Afghanistan en vingt ans était une illusion — que beaucoup d'analystes ont signalée dès le début, et que les décideurs ont ignorée.

L'Afghanistan est un pays sans tradition d'État centralisé fort. Le pouvoir y est tribal, local, fondé sur des réseaux de loyauté personnelle. La Kaboul des technocrates formés dans des universités occidentales et des ONG ne représentait pas grand chose pour les villages du Helmand ou du Kandahar.

L'armée nationale afghane — 300 000 hommes sur le papier, entraînée et équipée pour 88 milliards de dollars — s'est évaporée parce qu'elle n'avait pas de raison de combattre. Pas de nationalisme, pas d'idéologie, pas d'armée de métier au sens occidental. Des hommes qui touchaient un salaire et n'allaient pas mourir pour un gouvernement qu'ils ne ressentaient pas comme le leur.

Les Taliban avaient ce que l'armée afghane n'avait pas : une idéologie, des réseaux tribaux, une légitimité locale dans les zones rurales conservatrices, et la patience.

L'argent : 145 milliards de reconstruction pour quoi ?

Les États-Unis ont dépensé 145 milliards de dollars en reconstruction de l'Afghanistan entre 2001 et 2021.

Le SIGAR — Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, l'inspecteur général américain chargé de surveiller ces dépenses — a produit des dizaines de rapports documentant le résultat.

Quelques exemples concrets :

Les routes : des milliards dépensés en infrastructures routières. Sans entretien prévu ni budget local pour l'entretien, les routes construites par les contractors américains se sont dégradées rapidement. Des tronçons ont dû être reconstruits deux ou trois fois.

L'agriculture : programmes de développement agricole pour sortir les paysans de la culture du pavot. Résultat : la production d'opium a été multipliée par 50 sous l'occupation américaine. Les programmes agricoles alternatifs touchaient les zones de faible production; les grandes zones productrices d'opium — économiquement trop importantes pour certains acteurs locaux liés au gouvernement — n'étaient pas sérieusement traitées.

Les écoles : des centaines d'écoles construites dans des zones sans enseignants ni élèves. Des bâtiments qui n'ont jamais été utilisés. Le SIGAR a documenté des "projets fantômes" — infrastructures comptabilisées comme construites dans les rapports, inexistantes sur le terrain.

Les “sac d’argent de la CIA” : dans ses mémoires, l’ancien président afghan Hamid Karzaï a confirmé recevoir régulièrement des mallettes d’argent liquide de la CIA — des dizaines de millions de dollars sans comptabilité formelle. Ces fonds alimentaient des réseaux de corruption et de patronage.

Les drones : tuer sans regarder

L’Afghanistan a été le laboratoire du programme de drones américain — qui a depuis été exporté au Pakistan, au Yémen, en Somalie, en Libye et ailleurs.

Le principe est séduisant : éliminer les leaders d’al-Qaïda ou des Taliban par des frappes de précision, sans risque pour les soldats américains. Une Xbox war — la guerre vue d’un écran dans une base aérienne du Nevada.

Le résultat en Afghanistan :

L’effet boomerang : chaque frappe de drone qui tue un commandant Taliban en crée dix autres parmi les proches. La vengeance est une obligation tribale en Pachtounie. Les études sur le recrutement Taliban montrent que les frappes de drones sont l’un des facteurs les plus efficaces de recrutement.

Les erreurs : le Bureau of Investigative Journalism a documenté des centaines de frappes qui ont tué des civils — mariages, funérailles, réunions tribales confondus avec des assemblées de combattants. Le “signature strike” — frapper un individu dont le comportement correspond à un profil de “combattant” sans identification certaine — a produit des meurtres de civils systématiques.

La frappe de Kaboul, août 2021 : lors du retrait américain, une frappe de drone a tué dix civils dont sept enfants. La cible était identifiée comme “un véhicule suspect”. C’était un travailleur humanitaire qui chargeait des jerricans d’eau. L’enquête militaire a conclu à une “erreur tragique”. Aucune poursuite.

L’opium : l’économie de guerre

En 2001, les Taliban avaient presque éliminé la culture du pavot en Afghanistan — par interdiction religieuse stricte et répression violente. La production était tombée à 185 tonnes, 5% du niveau de 1999.

Après l’intervention américaine et le retour d’un gouvernement moins intransigeant sur la question, la production a repris. En 2017 : 9 000 tonnes — 90% de l’héroïne mondiale.

Pourquoi cette expansion sous l’occupation américaine ?

Plusieurs facteurs documentés : - Les seigneurs de guerre locaux alliés à Kaboul étaient impliqués dans le commerce de l’opium. Les toucher aurait fragilisé les alliances politiques nécessaires à la stabilité du gouvernement. - La CIA a une histoire documentée d’utilisation d’alliés locaux impliqués dans le trafic de drogue, depuis l’Asie du Sud-Est (guerre du Vietnam) jusqu’en Amérique Centrale (affaire Iran-Contra). - Les champs de pavot représentaient le revenu principal de millions de paysans afghans. Les éradiquer aurait été politiquement déstabilisateur.

La “guerre contre la drogue” américaine et la “guerre contre le terrorisme” coexistaient en Afghanistan dans une contradiction qui n’a jamais été résolue.

Ce que l'Afghanistan a coûté : le calcul complet

Dépenses militaires directes (2001-2021) : 824 milliards de dollars (hors intérêts de la dette).

Coût total projeté (incluant soins vétérans sur 40 ans, intérêts de la dette) : 2 261 milliards selon le Costs of War Project de Brown University.

Soldats américains tués : 2 461. **Soldats américains blessés** : 20 720 (blessures physiques documentées). Les traumatismes psychologiques non documentés sont estimés à des centaines de milliers. **Soldats des autres membres de l'OTAN tués** : 1 144. **Soldats afghans alliés tués** : 69 095. **Civils afghans tués** : 47 245 (documentés — le chiffre réel est probablement supérieur). **Combattants Taliban et autres tués** : 52 893. **Journalistes et travailleurs humanitaires tués** : 3 917.

Total humain : environ 176 000 morts directement liés au conflit.

Résultat : les Taliban au pouvoir avec des équipements militaires américains abandonnés — fusils d'assaut, humvees, hélicoptères, lunettes de vision nocturne — d'une valeur estimée à 85 milliards de dollars.

La comparaison qui fait mal

L'Union soviétique est intervenue en Afghanistan de 1979 à 1989. Dix ans. Elle a perdu 15 000 soldats. Elle s'est retirée sans victoire. Cette défaite a contribué à l'effondrement de l'URSS.

Les États-Unis ont combattu en Afghanistan vingt ans. Ils y ont dépensé vingt fois plus que les Soviétiques. Et ils ont obtenu le même résultat.

L'Afghanistan s'appelle le "cimetière des empires" — les Grecs d'Alexandre, les Britanniques, les Soviétiques, les Américains. Chacun est parti convaincu d'avoir quelque chose à offrir que les précédents n'avaient pas. Chacun est parti.

Chapitre 8 — Irak 2003 : les armes inexistantes, le pétrole bien réel

Le 5 février 2003, Colin Powell, Secrétaire d'État américain — général quatre étoiles, l'un des officiers les plus respectés des États-Unis — présente au Conseil de sécurité de l'ONU les “preuves” du programme d'armes de destruction massive irakien.

Des photos satellites. Des transcriptions d'écoutes téléphoniques. Des vials d'un poudre blanche (pour illustrer la capacité biologique). Un discours de 76 minutes, préparé en collaboration avec la CIA, présenté comme le summum du renseignement américain.

Dans ses mémoires publiées en 2012, Colin Powell qualifie cette présentation de “tache” sur sa carrière — “*a blot*”.

Les armes n'existaient pas.

La fabrication des preuves

L'histoire de la fabrication des preuves pour l'Irak est l'une des plus documentées de l'histoire récente.

L'affaire des tubes en aluminium : des tubes commandés par l'Irak, présentés comme des centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium. Les propres analystes du Département de l'Énergie américain et des experts indépendants avaient conclu qu'ils étaient destinés à des roquettes conventionnelles. Cette conclusion a été ignorée.

Les “laboratoires mobiles d’armes biologiques” : source d’information : un informateur irakien en exil surnommé “Curveball” par la CIA. Ses informations avaient été jugées non fiables par les services de renseignement allemands qui avaient géré son cas. La CIA a utilisé ses informations malgré les avertissements allemands.

La connexion Niger-uranium : des documents affirmaient que Saddam Hussein avait tenté d’acheter de l’uranium au Niger. Joseph Wilson, ambassadeur américain envoyé au Niger pour enquêter, a conclu que les documents étaient faux. L’administration Bush a utilisé l’information quand même dans le discours sur l’état de l’Union de janvier 2003. Les documents se sont révélés grossièrement falsifiés — des erreurs de dates, de noms de responsables, de tampons administratifs. L’administration a reconnu l’erreur six mois plus tard.

La loi du bullshit : chacune de ces manipulations a été identifiée par des experts — au sein même de la CIA, du Département d’État, du Département de l’Énergie. Ces voix ont été écartées, les analyses réécrites ou ignorées. L’administration voulait la guerre. Le renseignement devait fournir la justification.

Ce que la guerre avait pour objectif réel

Parmi les décideurs de l’administration Bush :

Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la Défense et architecte intellectuel de la guerre, déclare en mai 2003 au magazine *Vanity Fair* :

“Pour des raisons bureaucratiques, nous nous sommes mis d’accord sur les armes de destruction massive comme raison principale parce que c’était celle sur laquelle tout le monde pouvait tomber d’accord.”

Traduction : la justification officielle était choisie pour son utilité politique, pas pour sa vérité.

Le pétrole : l’Irak possède les 5èmes réserves mondiales prouvées de pétrole. Après la chute de Saddam, les contrats pétroliers irakiens — monopolisés sous Saddam — ont été redistribués. ExxonMobil, BP, Shell, Total ont obtenu des concessions sur les plus grands champs pétroliers irakiens. La production irakienne, réduite sous sanctions, a repris et augmenté.

Le pétrole irakien était vendu en euros depuis 2000 (décision de Saddam). Après l’invasion, il est revenu au dollar.

L’infrastructure régionale : Wolfowitz et les néoconservateurs du PNAC voyaient dans un Irak stable et pro-américain le point de départ d’une transformation de la région — une “démocratie modèle” qui influencerait l’Iran, la Syrie, l’Arabie Saoudite. La naïveté de ce projet est difficile à surestimer.

La destruction de l’État irakien

La décision la plus catastrophique de l’occupation américaine n’a pas été prise sur un champ de bataille. Elle a été prise dans un bureau de Bagdad par Paul Bremer, directeur de l’Autorité provisoire de la coalition.

Ordre de débaasification (mai 2003) : élimination de tous les membres du parti Baas des postes gouvernementaux. Résultat : 85 000 techniciens, administrateurs, enseignants, ingénieurs — la classe qui faisait fonctionner l’État irakien — mis à la rue. Les hôpitaux ont perdu leurs médecins. Les ministères ont perdu leurs techniciens. Les services publics se sont effondrés.

Dissolution de l’armée irakienne (mai 2003) : renvoi de 400 000 soldats entraînés, armés, et désormais sans revenus. Des hommes humiliés, sans emploi, avec des armes. Ces hommes ont fourni le premier contingent de l’insurrection — et ultérieurement d’al-Qaïda en Irak et de l’État islamique.

Ces deux décisions ont été prises contre l'avis de pratiquement tous les experts — militaires, diplomates, services de renseignement — qui préconisaient de maintenir les structures existantes pendant la transition. Bremer a dit avoir agi sur instructions de Washington. Rumsfeld a dit que Bremer avait une autorité indépendante. La responsabilité n'a jamais été clairement établie.

Abu Ghraib

En avril 2004, des photos prises dans la prison d'Abu Ghraib à Bagdad sont publiées. Elles montrent des soldats américains soumettant des prisonniers irakiens à des humiliations sexuelles, des tortures, des poses dégradantes. Des soldats souriants faisant le signe "V" de la victoire devant des corps empilés.

Ces actes ne sont pas des débordements isolés. Ils reflètent une politique.

Le mémorandum Bybee (août 2002), rédigé par le conseiller juridique de la Maison-Blanche, redéfinit la torture de façon à exclure légalement la plupart des techniques utilisées à Abu Ghraib et à Guantánamo. L'administration Bush a officiellement approuvé des techniques comme le waterboarding (simulation de noyade), la privation de sommeil, les stress positions.

Le général Taguba, chargé d'enquêter sur Abu Ghraib, a documenté dans son rapport (classifié, puis partiellement divulgué) que les abus étaient "répandus et systématiques" — et remontaient à des politiques approuvées en haut de la chaîne de commandement.

Aucun officier supérieur n'a été poursuivi. Quelques sous-officiers ont reçu des peines légères. Le général Taguba a été forcé à la retraite.

L'État islamique : l'enfant de la guerre

En 2006, al-Zarqaoui — jordanien dont al-Qaïda avait demandé l'extradition à l'Irak avant 2003 (Saddam avait refusé) — est tué par une frappe américaine. L'organisation qu'il avait construite en Irak — al-Qaïda en Irak — continue.

En 2013, l'organisation se rebaptise État islamique en Irak et au Levant (EIIL/ISIS/Daech). En 2014, elle prend Mossoul — deuxième ville d'Irak — en 72 heures, face à une armée irakienne en déroute.

Le noyau dirigeant de l'État islamique a été formé dans un camp de détention américain — Camp Bucca en Irak. Les officiers baasistes limogés en 2003 ont fourni les compétences militaires et logistiques. L'idéologie djihadiste a fourni la motivation.

L'État islamique est une création directe de la guerre d'Irak — pas dans le sens d'une intention délibérée, mais dans le sens d'une conséquence inévitable d'une politique qui a détruit un État sans rien construire pour le remplacer.

Le chiffre final

3 000 milliards de dollars (Stiglitz & Bilmes, projection sur 40 ans). 4 507 soldats américains tués. 32 000 blessés américains. Entre 184 000 et 654 000 civils irakiens tués (selon les méthodologies). 4 à 5 millions de déplacés. Un Irak sous influence iranienne. Un État islamique qui contrôlera 8 millions de personnes en 2014.

Les armes de destruction massive : zéro.

Colin Powell est mort en 2021. Dans ses derniers entretiens, il évoquait toujours cette présentation comme la honte de sa vie.

Chapitre 9 — Libye : Kadhafi et le dinar or

Le cas libyen est peut-être le plus transparent dans la série des guerres pétrodollar. Non pas que les dirigeants américains et européens aient annoncé publiquement leurs motivations réelles — ils ne le font jamais. Mais parce que les archives déclassifiées, les courriels divulgués et les déclarations de participants permettent de reconstituer le tableau avec une clarté inhabituelle.

Kadhafi et le projet de dinar or

En 2009, lors d'un sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, Mouammar Kadhafi propose la création d'une monnaie panafricaine — le dinar or — pour remplacer le dollar américain et le franc CFA français dans les échanges commerciaux entre pays africains.

Ce n'est pas une idée abstraite. La Libye possède : - Les plus grandes réserves d'or d'Afrique sub-saharienne : 143 tonnes (avant 2011). - Le plus grand fonds souverain africain : 150 milliards de dollars. - Les plus grandes réserves pétrolières prouvées d'Afrique : 46 milliards de barils.

Le projet de Kadhafi prévoyait que les pays africains vendent leur pétrole et leurs matières premières en dinars or — une monnaie adossée à l'or physique, hors du système dollar.

Pour la France, c'était une double menace : le dinar or remplacerait le franc CFA — la monnaie que la France contrôle et qui lui permet de maintenir une sphère d'influence économique sur 14 pays d'Afrique francophone. Pour les États-Unis, c'était une menace directe au pétrodollar.

Le courriel d'Hillary Clinton

En mars 2016, le Département d'État américain publie des courriels d'Hillary Clinton échangés pendant son mandat de secrétaire d'État (2009-2013). L'un d'eux, daté du 2 avril 2011 — en pleine guerre civile libyenne — est rédigé par Sidney Blumenthal, conseiller personnel de Clinton, et lui est transmis.

Le courriel décrit les motivations de la France (principal promoteur de l'intervention militaire) pour l'intervention libyenne. Parmi les raisons citées :

*“Une désir d’obtenir une plus grande part du pétrole libyen, des inquiétudes concernant l’influence croissante de Kadhafi dans l’Afrique sub-saharienne francophone, la vision de l’opportunité militaire et politique, le désir de renforcer la position de [Sarkozy] au niveau intérieur, et **la préoccupation d’Ahmadinejad d’accumuler du métal précieux — l’inquiétude que les avoirs en or et argent de Kadhafi (environ 143 tonnes métriques d’or et un montant similaire en argent) pourraient être utilisés pour établir une monnaie alternative panafricaine pour concurrencer le franc CFA.**”*

Ce courriel, disponible dans les archives déclassifiées du Département d'État américain, identifie explicitement le projet de dinar or comme l'une des motivations de la France — et par extension de la coalition — pour l'intervention libyenne.

Ce n'est pas une théorie du complot. C'est un document gouvernemental américain.

La guerre civile et l'intervention de l'OTAN

En février 2011, dans le contexte du “Printemps arabe”, des manifestations éclatent en Libye. La réponse de Kadhafi est violente. La répression nourrit la rébellion armée.

Le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 1973 (17 mars 2011) qui autorise une “zone d'exclusion aérienne” pour protéger les civils.

L'OTAN interprète ce mandat de manière extensible : bombardements des forces loyalistes, appui aérien aux rebelles, coordination avec les factions armées au sol. Ce qui était présenté comme une protection humanitaire devient une campagne pour changer le régime.

La Russie et la Chine, qui n'ont pas opposé leur veto à la résolution 1973, se sont estimées trahies par cette interprétation. L'un des effets durables de la Libye : la Russie et la Chine bloquent systématiquement depuis lors toute résolution similaire sur la Syrie.

La mort de Kadhafi

Le 20 octobre 2011, Mouammar Kadhafi est capturé par des rebelles dans sa ville natale de Syrte. Les vidéos de sa mort — sodomisé avec une baïonnette, lynché, traîné dans la rue — sont diffusées mondialement.

Hillary Clinton, informée de sa mort lors d'une interview télévisée, réagit en riant : “*We came, we saw, he died*” (détournement de la phrase de César : *Veni, vidi, vici*).

Cette réaction, filmée, a été peu commentée dans les médias mainstream. Elle l'a été abondamment dans le reste du monde — et a contribué à la perception d'une certaine désinvolture occidentale face à la mort extrajudiciaire d'un chef d'État.

Ce que la Libye est devenue

La “libération” de la Libye devait produire une démocratie stable. Elle a produit :

La guerre civile permanente : dès 2012, des factions rivales se disputent le contrôle du territoire, du pétrole, des ports. La Libye se fragmente entre un gouvernement reconnu à Tripoli et un autre à Tobrouk, avec des dizaines de milices armées entre les deux.

Le marché aux esclaves : en novembre 2017, CNN diffuse des images d’enchères d’esclaves en Libye — des migrants sub-sahariens vendus comme travailleurs forcés. Ce phénomène est documenté par des organisations de droits humains depuis 2015. Il est la conséquence directe de l’effondrement de l’État libyen, qui avait jusqu’en 2011 contrôlé sa frontière sud et régulé les flux migratoires.

La crise migratoire européenne : avant 2011, Kadhafi avait conclu des accords avec l’Italie et l’Union européenne pour contrôler les flux migratoires depuis l’Afrique sub-saharienne vers la Libye et vers l’Europe. Il avait averti que sans ces accords, l’Europe serait submergée. Après sa chute, les flux ont explosé. Plus d’un million de migrants ont traversé la Libye vers l’Europe entre 2014 et 2018.

La déstabilisation du Sahel : les arsenaux militaires libyens — que Kadhafi avait accumulés pendant 40 ans — se sont dispersés dans toute la région. Des armes libyennes ont armé les Touaregs maliens, qui ont déclenché la rébellion au nord du Mali en 2012. Les coups d’État militaires au Mali (2020, 2021), au Niger (2023), au Burkina Faso (2022) sont partiellement la conséquence de cette déstabilisation.

Les 150 milliards du fonds souverain : les avoirs souverains libyens gelés en 2011 sont toujours, pour une large part, non restitués à l’État libyen. Qui en a le contrôle effectif est une question que peu de journalistes posent.

La leçon que tous les autres ont tirée

La mort de Kadhafi a envoyé un message immédiat à tous les dirigeants qui avaient envisagé de négocier avec Washington : la garantie de non-intervention donnée en échange d'un désarmement ne vaut rien.

Kadhafi avait renoncé à son programme nucléaire en 2003, obtenu la normalisation avec l'Occident, reçu Sarkozy et Blair à Tripoli. Il pensait être en sécurité.

Kim Jong-un a tiré la conclusion inverse : seule la bombe protège.

L'Iran a tiré la conclusion : un accord comme le JCPOA peut être détruit du jour au lendemain.

La Russie a noté que les réserves souveraines peuvent être gelées par décret.

La Libye a coûté relativement peu à l'Occident — en soldats, en argent — et a produit des conséquences géopolitiques qui se mesurent en décennies.

Chapitre 10 — Syrie : le pipeline qui ne passera pas

La Syrie est la guerre la plus complexe de cette liste — car elle combine plusieurs logiques simultanément : géopolitique pétrolière, conflit régional par procuration, guerre civile authentique, et intervention de puissances multiples avec des intérêts contradictoires.

Pour la comprendre, il faut d'abord comprendre ce que la Syrie représente géographiquement.

La géographie qui fait tout

La Syrie est un verrou. Elle est frontalière de la Turquie au nord, de l'Irak à l'est, de la Jordanie et d'Israël au sud, du Liban et de la Méditerranée à l'ouest.

Toute route terrestre entre l'Iran et le Liban (et le Hezbollah) passe par la Syrie ou l'Irak. C'est le corridor logistique de l'Iran vers la Méditerranée.

Mais aussi : toute route terrestre entre les producteurs de gaz du Golfe (Qatar notamment) et les marchés européens passerait aussi par la Syrie — si Assad l'autorisait.

Le pipeline qatari

En 2009, le Qatar propose à Assad la construction d'un pipeline de gaz naturel : du Qatar, à travers l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Syrie, jusqu'en Turquie et vers l'Europe.

Ce pipeline aurait transformé les parts de marché gazier en Europe — réduisant la dépendance européenne au gaz russe (Gazprom) et créant une alternative. Pour les États-Unis, qui souhaitent réduire la dépendance

européenne à la Russie, et pour le Qatar et l'Arabie Saoudite qui voulaient accéder au marché européen, ce projet avait une valeur stratégique et économique immense.

Assad a refusé. Les raisons déclarées : préserver les intérêts de la Russie, son principal fournisseur d'armes. Les raisons structurelles : le pipeline aurait traversé la Syrie sunnite et affaibli le régime alaouites d'Assad, qui dépend du soutien de l'Iran et de la Russie.

En parallèle, l'Iran propose à Assad un pipeline Iran-Irak-Syrie-Liban-Méditerranée — un pipeline chiite, dit-on, qui renforcerait l'axe de la résistance iranien.

Assad choisit le pipeline iranien (accord signé en 2011).

La guerre civile et les interventions extérieures

En mars 2011, inspirées par le Printemps arabe, des manifestations éclatent à Deraa en Syrie. La répression par les forces d'Assad est brutale et produit une insurrection armée.

Ce qui commence comme une guerre civile authentique devient rapidement un théâtre de guerre par procuration :

Qatar et Arabie Saoudite financent et arment les factions sunnites rebelles — dont certaines aux idéologies proches de groupes djihadistes. Leurs motivations : affaiblir Assad (l'allié iranien), potentiellement obtenir des conditions favorables pour le pipeline.

Turquie laisse les combattants étrangers transiter par son territoire pour rejoindre les factions rebelles. Elle a ses propres intérêts : éliminer les factions kurdes (YPG/PKK) dans le nord syrien.

États-Unis : programme CIA de financement des rebelles “modérés” — baptisé Timber Sycamore. Coût : 1 milliard de dollars par an. Résultat documenté : les armes livrées aux “modérés” se retrouvent régulièrement

dans les mains d'al-Nosra (branche syrienne d'al-Qaïda) ou de l'État islamique. Le programme est officiellement interrompu en 2017 mais des versions parallèles continuent.

Russie intervient militairement en septembre 2015 pour sauver Assad — après que la situation militaire de ce dernier devient critique. La Russie y maintient ses bases navale (Tartous) et aérienne (Hmeimim) — ses seuls accès méditerranéens.

Iran maintient ses forces et ses proxies au sol pour protéger le corridor vers le Liban.

Israël bombarde régulièrement les convois d'armes iraniens et les positions du Hezbollah en Syrie — environ 400 frappes entre 2013 et 2023.

L'État islamique en Syrie

Le vide de pouvoir créé par la guerre civile syrienne — combiné aux structures d'al-Qaïda en Irak — permet l'essor de l'État islamique. En 2014, il contrôle un territoire de 200 000 km² entre l'Irak et la Syrie, avec 8 millions d'habitants.

La réponse américaine : une coalition de 73 pays bombarde l'État islamique depuis 2014. L'objectif est atteint en 2019 — Daech perd son territoire.

Mais les États-Unis maintiennent une présence militaire dans le nord-est de la Syrie — la région qui concentre les puits de pétrole syriens (Deir ez-Zor). Un contingent d'environ 900 soldats américains reste sur place pour "empêcher la résurgence de l'État islamique".

En 2019, Trump déclare vouloir retirer ces troupes. La résistance du Pentagone et des sénateurs républicains et démocrates le conduit à maintenir la présence. La justification officielle glisse de “lutter contre l’État islamique” à “protéger le pétrole”.

Trump lui-même est explicite : *“We’re keeping the oil.”*

Le bilan humain

500 000 à 600 000 morts. 13 millions de déplacés — sur 22 millions de Syriens pré-guerre. La plus grande crise de déplacement depuis la Seconde Guerre mondiale. 6 millions de réfugiés dans des pays voisins (Turquie : 3,6 millions, Liban : 1,5 million, Jordanie : 700 000). 1 million de demandes d’asile en Europe en 2015-2016. 400 milliards de dollars de destruction d’infrastructure (estimation ONU).

Alep — ville de 2 millions d’habitants, l’une des plus anciennes du monde, inscrite au patrimoine mondial — a été en grande partie détruite. Les images de sa destruction en 2016 ont choqué le monde. Les rebondissements politiques ont continué.

Ce que la Syrie démontre

La Syrie démontre que dans les guerres par procuration modernes, les “objectifs déclarés” et les “objectifs réels” peuvent coexister dans le même conflit avec des logiques entièrement différentes.

Les États-Unis ont simultanément : - Armé des rebelles pour renverser Assad (objectif régime change) - Combattu l’État islamique que le renversement avait partiellement créé (objectif contre-terrorisme) - Maintenu des troupes pour “protéger le pétrole” (objectif énergétique déclaré sans détour) - Laisse leurs alliés saoudien et qatari financer des groupes que leurs propres forces combattaient

Et la Syrie est toujours détruite. Assad est toujours — ou était, jusqu'à fin 2024 — au pouvoir. Le pétrole syrien est sous contrôle partiel américain. L'Iran maintient sa présence.

Personne n'a gagné. Personne ne peut dire exactement ce qu'il voulait obtenir. Et 500 000 personnes sont mortes.

Chapitre 11 — Yémen : la guerre invisible et le pillage discret

Le Yémen est la guerre que l'Occident préfère ne pas regarder. Elle ne se déroule pas avec des soldats américains au sol — elle se fait avec des armes américaines et britanniques, des renseignements américains, du carburant américain pour les avions, des techniciens américains pour la maintenance. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont cobelligérants sans l'être officiellement.

Et pendant que le Yémen brûle, quelque chose d'autre se produit, presque en silence.

Le contexte : Bab-el-Mandeb

Le Yémen contrôle le détroit de Bab-el-Mandeb — le goulet entre la mer Rouge et le golfe d'Aden. Par ce passage transitent environ 4,7 millions de barils de pétrole par jour et une part significative du commerce maritime mondial. Avec le canal de Suez au nord, Bab-el-Mandeb est l'une des deux clés de la route maritime Europe-Asie via la Méditerranée et la mer Rouge.

Un Yémen sous contrôle iranien (via les Houthis) serait une menace sur cette route. C'est la logique stratégique derrière le soutien américain à la coalition saoudienne.

La guerre par procuration

En 2014-2015, les Houthis — mouvement armé chiite du nord du Yémen, soutenu par l'Iran — s'emparent de la capitale Sanaa et poussent vers le sud. Le gouvernement yéménite, reconnu internationalement, se réfugie en Arabie Saoudite.

En mars 2015, l'Arabie Saoudite lance l'opération Decisive Storm — une coalition militaire de pays arabes sunnites (Émirats arabes unis, Bahreïn, Koweït, etc.) pour rétablir le gouvernement.

Les États-Unis soutiennent la coalition par : - Des ventes d'armes : sous Obama (80 milliards de dollars), puis Trump (110 milliards) puis Biden - Du ravitaillement en vol pour les avions de la coalition - Du renseignement pour la désignation des cibles - Des techniciens militaires pour la maintenance des avions

Le Royaume-Uni vend pour plusieurs milliards de livres d'armes à l'Arabie Saoudite pendant la guerre, malgré des jugements de tribunaux britanniques qui concluent que ces ventes violent le droit international humanitaire.

Les armes et les cibles

L'organisation d'enquête forensique Airwaves et d'autres ONG ont systématiquement identifié les munitions utilisées dans les frappes les plus meurtrières contre des civils yéménites :

Bus scolaire de Dahyan (9 août 2018) : 40 enfants tués. La bombe identifiée sur les photos : une MK-82 de 500 livres fabriquée par Lockheed Martin, vendue à l'Arabie Saoudite par les États-Unis. Code de guidage laser Paveway.

Hôpital de MSF à Abs (15 août 2016) : 19 morts. Bombe américaine identifiée.

Salle des funérailles de Sanaa (8 octobre 2016) : 140 morts. Deux frappes successives — la seconde, plus meurtrière, frappant les secouristes. Technique du “double tap” documentée par les drones américains au Pakistan. Munitions américaines identifiées.

La coalition saoudienne a frappé plus de 160 hôpitaux documentés par MSF et Amnesty International.

La famine comme arme

Le blocus du port de Hodeïda — principal point d’entrée des importations alimentaires du Yémen — est l’arme la plus meurtrière de cette guerre.

Le Yémen importe 90% de ses besoins alimentaires de base. Le blocus a réduit, ralenti, compliqué ces importations pendant des années.

L’ONU a qualifié la situation yéménite de “pire crise humanitaire du monde” à plusieurs reprises depuis 2016. En 2022 : 21 millions de personnes en insécurité alimentaire sur 30 millions. Des centaines de milliers d’enfants souffrant de malnutrition sévère. Des épidémies de choléra répétées — le réseau d’eau potable n’étant plus opérationnel.

Le bilan estimé par l’ONU en 2021 : 377 000 morts d’ici fin 2021, dont 60% de causes indirectes (famine, maladies). Les combats directs représentent 40% du bilan.

L’or du Yémen — et ce qu’on n’en dit pas

Le Yémen est pauvre en pétrole comparé à ses voisins. Mais il a de l’or.

En 2014-2015, pendant la période de chaos de la prise de Sanaa par les Houthis, les réserves d’or de la banque centrale yéménite ont disparu. Les chiffres sont incertains — certaines sources évoquent plusieurs centaines de tonnes. La banque centrale yéménite s’est elle-même scindée en deux institutions rivales — une à Sanaa (contrôlée par les Houthis), une à Aden (contrôlée par le gouvernement en exil).

Le sort des réserves d’or dans cette fragmentation n’a jamais été entièrement documenté publiquement.

Le motif de l'or : un fil qui traverse les guerres

Votre observation est juste et mérite d'être posée directement : dans chacun des conflits décrits dans ce livre, les réserves d'or et les actifs souverains du pays ciblé ont une trajectoire troublante.

Irak (2003) : le musée national de Bagdad a été pillé dans les jours suivant la prise de la ville — 15 000 pièces disparues, dont certaines parmi les plus importantes au monde (certaines retrouvées, beaucoup jamais). Les réserves souveraines irakiennes étaient partiellement gelées depuis les sanctions de 1990.

Libye (2011) : 143 tonnes d'or et un fonds souverain de 150 milliards de dollars. Le fonds a été gelé dès le début des hostilités. Une partie a été utilisée pour financer le gouvernement de transition reconnu par l'Occident. Le solde — plus de 100 milliards selon les audits les plus récents — est toujours sujet de litiges entre factions rivales et puissances étrangères. Les 143 tonnes d'or physique ont quitté la Libye dans des conditions qui ne sont pas pleinement documentées.

Ukraine (2014) : dans les jours suivant le coup d'État de Maïdan, un avion cargo a quitté Kiev à destination, selon des sources ukrainiennes, des États-Unis. Sa cargaison déclarée : les réserves d'or de la Banque nationale ukrainienne — environ 33 tonnes. Le gouvernement ukrainien a nié. La Banque nationale a refusé de confirmer ou d'infirmier. Aucun audit indépendant n'a été autorisé.

Afghanistan (2021) : la Réserve fédérale américaine détenait 7 milliards de dollars des réserves de la banque centrale afghane. Après la chute de Kaboul, ces actifs ont été gelés. Biden a signé un décret en 2022 divisant ces 7 milliards en deux : 3,5 milliards pour des “réclamations légales” des familles de victimes du 11 septembre contre l'Afghanistan, 3,5 milliards pour un “fonds de reconstruction” de l'Afghanistan. Ces fonds n'ont pas été restitués au gouvernement Taliban.

Le motif est constant : la guerre produit une fenêtre de chaos pendant laquelle les actifs souverains deviennent accessibles ou saisissables. Cette fenêtre a toujours des bénéficiaires.

Les bénéficiaires de la guerre au Yémen

Pendant que le Yémen mourait de faim, les contrats d'armement battaient des records.

Raytheon a vendu pour 1,4 milliard de dollars de bombes à guidage de précision à l'Arabie Saoudite entre 2015 et 2018. Boeing : 3,6 milliards d'avions de combat. Lockheed : 4,7 milliards de systèmes de missiles.

En 2021, après une courte suspension de certaines ventes d'armes sous Biden — qui avait promis de “mettre fin à la guerre au Yémen” — les livraisons ont repris sous des formulations légèrement différentes.

Le PDG de Raytheon a déclaré en octobre 2021 aux analystes financiers que la “dynamique favorable” du Moyen-Orient se maintiendrait. La guerre au Yémen était la “dynamique favorable”.

La guerre invisible

Le Yémen est la guerre que vous n'avez probablement pas suivie en temps réel comme vous avez suivi l'Ukraine, le 7 octobre, le 11 septembre. Elle n'est pas couverte avec la même intensité, la même empathie, le même sentiment d'urgence.

Pourquoi ?

Les victimes ne ressemblent pas aux lecteurs des médias occidentaux. Les auteurs ne sont pas des ennemis déclarés de l'Occident — ce sont ses alliés. Les armes utilisées sont vendues par des entreprises qui font de la publicité dans les médias, qui sponsorisent des think tanks, qui paient les salaires de consultants qui apparaissent sur les plateaux de télévision.

Un conflit où vos alliés sont les bourreaux est structurellement moins couvert qu'un conflit où vos ennemis le sont.

C'est aussi simple — et aussi troublant — que ça.

Chapitre 12 — Le comptable de l'empire : chiffrer l'indicible

Il existe une discipline universitaire qui s'appelle l'“économie de la guerre”. Elle compte les morts, les déplacés, les coûts directs, les coûts indirects, les effets à long terme. Elle n'est pas parfaite. Les chiffres sont contestés, les méthodologies varient, les États impliqués ont intérêt à sous-compter.

Mais même les chiffres bas racontent quelque chose d'insoutenable.

Le tableau général

Ce tableau compile les estimations les plus conservatrices disponibles dans la littérature académique sur les guerres de l'empire américain depuis 1965.

Conflit	Période	Morts civils (minimum)	Déplacés	Coût USA
Vietnam	1965-1975	1 100 000	12 000 000	843 Mds\$
Cambodge/Laos	1965-1975	150 000	2 000 000	inclus
Sanctions Irak	1991-2003	500 000*	—	—
Golfe 1991	1990-1991	20 000	400 000	61 Mds\$
Afghanistan	2001-2021	47 000	10 000 000	2 261 Mds\$
Irak 2003	2003-2021	184 000	4 800 000	2 000 Mds\$
Libye	2011-pst	50 000	1 300 000	~1 Md\$
Syrie	2011-pst	300 000**	13 000 000	nd
Yémen	2015-pst	150 000	4 000 000	nd (armes)

*Enfants de moins de 5 ans (UNICEF 1999) **Part attribuable aux interventions extérieures

Total minimum : 2 501 000 morts civils documentés. Total avec estimations hautes : 4 à 7 millions. Déplacés : 47 à 60 millions de personnes.

Pour donner une échelle : la Première Guerre mondiale a tué environ 10 millions de combattants et 7 millions de civils. Les guerres américaines post-1965 se situent dans le même ordre de magnitude — sans déclaration de guerre formelle, sans mobilisation totale, sans que les populations des pays qui financent ces guerres ne les vivent comme des conflits existentiels.

L'uranium appauvri : la guerre qui continue après la guerre

L'uranium appauvri (UA) est un métal dense utilisé dans des obus perforants et du blindage. Il est un déchet de l'enrichissement de l'uranium nucléaire — radioactif, mais à un niveau faible. L'armée américaine l'utilise depuis la guerre du Golfe de 1991.

Les États-Unis ont utilisé de l'UA : - **Golfe 1991** : environ 320 tonnes dans le sud de l'Irak et au Koweït - **Balkans (Bosnie, Kosovo)** : environ 11 tonnes - **Irak 2003** : estimations de 1 000 à 2 000 tonnes

L'UA se fragmente à l'impact en particules microscopiques — inhalables, ingérables via l'eau et les cultures. Il reste dans les sols pendant des décennies.

Bassora : études médicales irakiennes et internationales documentent une explosion des cancers pédiatriques depuis 1991. Cancers de la thyroïde, leucémies, lymphomes — à des taux anormalement élevés.

Falloujah : après les batailles de 2004 (intense usage d'UA et d'armes au phosphore blanc), des études publiées dans des revues médicales internationales (International Journal of Environmental Research and Public Health, 2010) ont documenté un taux de cancer infantile supérieur à celui observé après Hiroshima, selon certaines mesures. Malformations congénitales à des taux qui ont horrifié les médecins locaux.

L'armée américaine conteste systématiquement la relation causale entre UA et ces pathologies. Elle est seule à la contester.

Les bombes à sous-munitions : l'héritage de trente ans

Les bombes à sous-munitions dispersent des dizaines de petites submunitions sur une grande superficie. Une partie ne s'arme pas et reste active — transformant une zone d'opération militaire en champ de mines pour des décennies.

Laos : pendant la guerre du Vietnam, les États-Unis ont largué 270 millions de bombes à sous-munitions sur le Laos — deux millions de tonnes de munitions sur un pays de 6 millions d'habitants. Le Laos est le pays le plus bombardé par habitant de l'histoire. Environ 30% des bombes (80 millions) ne se sont pas armées. Elles tuent encore aujourd'hui : entre 50 et 300 personnes par an, dont une majorité d'enfants.

Kosovo : bombes à sous-munitions larguées en 1999. Vingt-cinq ans après, des dépolleurs travaillent toujours.

Yémen : la coalition saoudienne a utilisé des bombes à sous-munitions BLU-108 fabriquées aux États-Unis — dont l'utilisation en zones peuplées est une violation documentée du droit international humanitaire.

Les États-Unis n'ont pas ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions (Oslo, 2008). Ni la Russie. Ni la Chine. Ni Israël.

L'impact sur les enfants

Les statistiques globales masquent la réalité la plus insupportable : les enfants paient une part disproportionnée de ce bilan.

Yémen : selon l'UNICEF, un enfant de moins de 5 ans mourait toutes les 10 minutes en 2018 de causes liées à la guerre — malnutrition, maladies dues à l'eau contaminée, blessures. 2,5 millions d'enfants atteints de malnutrition aiguë.

Sanctions Irak : les 500 000 enfants morts selon l'UNICEF entre 1991 et 1998. Des enfants morts de déshydratation, de gastro-entérites traitables avec des médicaments que les sanctions bloquaient.

Agent Orange : 500 000 enfants nés avec malformations depuis 1961. Des enfants qui naissent encore aujourd'hui dans les zones les plus contaminées du Vietnam.

Afghanistan : 47% des victimes civiles documentées étaient des femmes et des enfants.

Ces chiffres ne sont pas une abstraction. Ce sont des familles. Des noms sur des tombes, souvent sans tombes.

Le coût pour les soldats américains

Le complexe militaro-industriel présente la guerre comme une industrie à bénéfice. Pour les soldats américains, le calcul est différent.

Morts au combat (post-2001) : 7 058 (Irak + Afghanistan + opérations annexes).

Suicides de vétérans : 30 000+ depuis 2001 — quatre fois plus que les morts au combat. Vingt vétérans se suicident chaque jour aux États-Unis. Cette donnée est rarement intégrée dans les bilans officiels de la “guerre contre le terrorisme”.

Traumatismes : - 20% des vétérans d'Irak et d'Afghanistan souffrent de PTSD (syndrome de stress post-traumatique) ou de dépression majeure - 7% ont une lésion cérébrale traumatique - Taux de chômage, d'itinérance, d'addiction supérieurs à la moyenne nationale

Coût des soins vétérans : 1 000 milliards de dollars projeté sur 40 ans — payé par le contribuable, pas par les actionnaires de Lockheed.

Les réfugiés : la géographie du désastre

50 à 60 millions de déplacés au total. Pour donner une échelle : c'est la population de l'Espagne ou de l'Italie entière.

Ces déplacements ne sont pas abstraits. Ils se traduisent en crises politiques concrètes :

La crise migratoire européenne 2015-2016 est directement liée aux guerres en Syrie, Libye, Afghanistan et Irak. Elle a alimenté la montée des partis populistes en Autriche, Hongrie, Italie, Suède, France, Allemagne. Elle a contribué au vote Brexit. Elle restructure la politique européenne depuis dix ans.

L'Europe, qui n'a pris aucune décision militaire dans ces conflits, en paie les conséquences politiques depuis une décennie.

Ce que le bilan ne dit pas encore

Les conséquences de long terme de certaines contaminations — Agent Orange au Vietnam, uranium appauvri en Irak, pesticides en Afghanistan — s'étaleront sur des générations.

Les enfants nés avec des malformations à Falloujah en 2035 seront une conséquence de la guerre de 2004. Aucune statistique actuelle ne les compte.

Le bilan réel de ces guerres — le bilan complet, sur 50 ans — est supérieur à ce que nous pouvons mesurer aujourd'hui.

Chapitre 13 — Les bénéficiaires : qui s'enrichit quand ça brûle

La question est simple. La réponse est documentée. Elle est rarement présentée avec la clarté qu'elle mérite.

La règle des actionnaires

Il existe une corrélation statistique documentée entre les annonces de guerre américaines et les performances boursières des contractants de défense.

11 septembre 2001 : les bourses ferment le 11 septembre. Quand elles rouvrent le 17 septembre, le S&P500 perd 4,9% en une semaine. Les actions de Raytheon gagnent 37%. Celles de Northrop Grumman gagnent 11%. Celles de General Dynamics gagnent 11%.

Invasion de l'Irak (mars 2003) : Lockheed Martin avait déjà intégré l'anticipation. Son action avait progressé de 50% depuis le 11 septembre.

Performances 2001-2024 : - Lockheed Martin : +3 400% (contre +500% pour le S&P500) - Raytheon/RTX : +1 200% - Northrop Grumman : +2 100% - General Dynamics : +1 900%

Ces performances ne sont pas le résultat d'innovation technologique ou d'expansion de marché naturelle. Elles sont le résultat de dépenses militaires financées par la dette publique américaine — et donc par les contribuables américains et, via le privilège exorbitant du dollar, par le reste du monde.

Les contrats : une économie de rente

Le marché de la défense américain est structurellement différent d'un marché concurrentiel normal.

Les contrats “cost-plus” : une majorité des grands programmes d'armement sont négociés sur une base coût + marge garantie. Ça signifie que plus le projet coûte cher, plus le contractant gagne d'argent. Il n'y a aucun incentive à l'efficacité.

Le F-35 : le programme le plus cher de l'histoire militaire américaine — 1 700 milliards de dollars sur son cycle de vie. Il a accumulé des retards de 7 ans et des dépassements de coûts de 180 milliards. Le PDG de Lockheed a reçu une rémunération record chaque année pendant ces dépassements.

Les no-bid contracts : des contrats attribués sans appel d'offres. Halliburton/KBR, SAIC, DynCorp ont obtenu des milliards en Irak et en Afghanistan sans concurrence. La justification : “urgence” ou “capacité unique”.

L'or et les actifs : pillage ou saisie légale ?

Revenons sur le motif de l'or que vous avez identifié — parce qu'il traverse les conflits avec une régularité qui mérite une analyse systématique.

Libye : Les 143 tonnes d'or de Kadhafi et les 150 milliards du fonds souverain libyen (Libyan Investment Authority, LIA) ont été gelés en février 2011. La LIA avait des participations dans Pearson (FT), Juventus FC, UniCredit, des immeubles à Paris et à Londres.

Où sont ces actifs aujourd'hui ? Les enquêtes disponibles sont fragmentaires.

Des milliards ont été dépensés en frais de gestion par des cabinets d'avocats et de finance qui gèrent le contentieux. Goldman Sachs, qui avait géré 1,3 milliard de LIA avant le conflit, a reconnu en 2016 avoir

perdu 1,2 milliard de ces fonds dans des transactions défavorables — et a réglé à l’amiable pour 350 millions. La LIA ne récupère pas ce qu’elle avait investi.

Les 143 tonnes d’or physique : non documentées publiquement. Leur localisation actuelle n’a pas fait l’objet d’une investigation journalistique concluante.

Irak : Le musée national de Bagdad — pillé pendant que les soldats américains regardaient, avec des ordres de ne pas intervenir (des ordres dont la source reste contestée) — a perdu environ 15 000 pièces. Des antiquités parmi les plus importantes du monde, issues de la Mésopotamie, qui ont ensuite réapparu sur le marché de l’art à New York, Londres et Tokyo.

L’enquête de 2008 du New York Times a documenté comment des antiquités irakiennes pillées transitaient via des marchands d’art intermédiaires vers des musées et des collectionneurs privés en Occident.

Les réserves souveraines irakiennes gelées depuis 1990 : partiellement “restitué” dans le cadre de compensations pour la guerre du Golfe — payées par le pétrole irakien via le programme “Pétrole contre nourriture”, au bénéfice notamment des entreprises qui avaient fourni des armes à Saddam Hussein (dont certaines américaines et européennes) pendant les années 1980.

Afghanistan : 7 milliards de dollars des réserves de la banque centrale afghane gelées aux États-Unis depuis 2021. Biden les divise en 2022 : la moitié pour les familles des victimes du 11 septembre (alors que l’Afghanistan sous Taliban n’était pas responsable des attentats), la moitié pour un “fonds de reconstruction” géré par une structure internationale dont les conditions de fonctionnement restent floues.

Le résultat pratique : 7 milliards d’actifs afghans inaccessibles à la banque centrale afghane d’un pays où 97% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Ukraine : Les 300 milliards de réserves souveraines russes gelées en 2022 sont le précédent le plus récent et le plus explicite. En 2024, les pays du G7 ont décidé d'utiliser les intérêts générés par ces actifs gelés pour financer des prêts à l'Ukraine. C'est la première fois dans l'histoire moderne que des réserves souveraines d'un État sont saisies et utilisées par des tiers dans le cadre d'un conflit.

Le pétrole : la ressource qui revient toujours

Dans chaque guerre décrite dans ce livre, le pétrole a une place — directe ou indirecte.

Irak : production de 2,2 millions b/j avant guerre → effondrement → reconstruction → 4,5 millions b/j aujourd'hui. Contrats opérés par ExxonMobil, BP, Shell, Total. Le pétrole irakien est vendu en dollars.

Libye : production de 1,6 millions b/j avant 2011 → effondrement pendant la guerre civile → reprise partielle. Qui opère les champs libyens sous le chaos de la division ? En grande partie des compagnies occidentales qui ont des accords avec l'une ou l'autre faction.

Syrie : les puits du nord-est syrien (région de Deir ez-Zor) — sous contrôle des Forces démocratiques syriennes soutenues par les États-Unis. Trump a déclaré explicitement "nous gardons le pétrole". Un certain nombre de contrats d'extraction ont été signés avec des compagnies américaines (dont Delta Crescent Energy, fondée par des anciens diplomates et militaires) dans des zones sous contrôle américain en Syrie.

Afghanistan : réserves minérales estimées à 1 000 milliards de dollars (lithium, cuivre, fer, terres rares) selon une étude du Pentagone de 2010. Non exploitées pendant l'occupation américaine. Les Taliban ont signé des accords avec la Chine pour l'exploitation des mines de cuivre (Mes Aynak, le plus grand gisement de cuivre d'Asie) et des gisements de pétrole.

Les revolving doors de la guerre

Quelques exemples de transitions entre secteur public et industrie de défense, documentés :

Dick Cheney : secrétaire à la Défense (1989-1993) → PDG Halliburton (1995-2000) → vice-président (2001-2009, guerres d’Afghanistan et Irak, contrats Halliburton).

Lloyd Austin : général commandant CENTCOM (retraite 2016) → conseil d’administration Raytheon (2016-2020, 1,7 million de dollars de rémunération) → secrétaire à la Défense (2021-2025).

Robert Gates : directeur CIA (1987-1993), secrétaire à la Défense (2006-2011) → conseil d’administration Parker Hannifin, Bechtel Group (entreprises de défense).

Madeleine Albright : secrétaire d’État (1997-2001) → fondatrice de Albright Stonebridge Group, cabinet de conseil dont les clients incluent des contractants de défense et des gouvernements du Golfe.

Jack Keane : général quatre étoiles, vice-chef d’état-major (retraite 2003) → conseil d’administration General Dynamics → commentateur militaire omniprésent sur Fox News. Il commente des conflits en recommandant des frappes qui bénéficient à son employeur.

Cette liste est partielle. Elle est représentative d’un phénomène systémique, pas d’individus exceptionnellement corrompus.

La conclusion qu’Eisenhower n’a pas tirée

Eisenhower avait nommé le phénomène. Il n’avait pas dit ce que ça impliquait logiquement.

Si le complexe militaro-industriel a besoin de guerres pour prospérer, et s'il a suffisamment d'influence pour orienter les décisions politiques vers des guerres, alors les guerres ne sont pas le résultat d'erreurs de jugement ou d'événements imprévus.

Elles sont le produit d'un système.

Un système ne fait pas d'erreurs. Il fait exactement ce pour quoi il est conçu.

Et ce système est conçu pour produire des conflits permanents à basse intensité — juste assez intenses pour maintenir les budgets, pas assez pour menacer le mode de vie américain, entièrement invisibles pour les populations civiles des pays où ils se déroulent.

C'est la guerre parfaite du point de vue du complexe : lucrative, continue, et portée par les autres.

Chapitre 14 — L’empire qui craque

Les empires ne meurent pas en une nuit. Ils s’érodent. Leur force reste longtemps intimidante pendant que leurs fondations se décomposent. Puis, plus rapidement qu’on ne l’anticipait, ils basculent.

L’empire américain — au sens de la capacité à projeter une force militaire et économique qui façonne le comportement de tous les autres acteurs — est en érosion. Les guerres décrites dans ce livre y ont contribué.

Le bilan stratégique des guerres

Évalués sur leurs propres objectifs déclarés, les guerres américaines de l’hégémonie ont un bilan catastrophique.

Vietnam : perdu. Le Vietnam est communiste. Les États-Unis ont tiré la leçon du “syndrome du Vietnam” et ont développé une armée plus technologique. Ils n’ont pas tiré la leçon que certains objectifs politiques ne peuvent pas être atteints par la force.

Golfe 1991 : gagné militairement, mais a créé les conditions du 11 septembre.

Afghanistan : perdu. Les Taliban gouvernent. 2 261 milliards dépensés pour zéro résultat.

Irak 2003 : objectif déclaré (ADM) inexistant. Objectif réel (pétrole en dollars, stabilité régionale pro-américaine) : partiellement atteint pour le pétrole, désastreux pour la stabilité. L’Irak est sous influence iranienne. Saddam aurait été moins favorable à l’Iran que l’Irak actuel.

Libye : le régime a été changé. La Libye est un État failli. Le passage migratoire vers l’Europe a déstabilisé la politique européenne.

Syrie : Assad est — ou était — au pouvoir, soutenu par la Russie et l’Iran. Les États-Unis gardent le pétrole du nord-est. Demi-résultat au mieux.

Yémen : la guerre continue. Les Houthis contrôlent plus de territoire qu’en 2015. Ils bloquent la mer Rouge.

Le coût de la crédibilité

La crédibilité d’un empire repose sur deux piliers : la capacité à gagner les guerres et la capacité à tenir ses promesses.

Les guerres américaines depuis 2001 ont érodé les deux.

La capacité militaire : l’armée américaine est, en termes de budget, sans égal. Mais elle a perdu deux guerres longues (Afghanistan, Irak) contre des adversaires asymétriques qui avaient une fraction de sa puissance de feu. Cette réalité est connue de tous les acteurs qui observent.

Les promesses : le JCPOA avec l’Iran — un accord signé, en application, respecté — a été abandonné unilatéralement. Les garanties données à l’Ukraine dans le Mémoire de Budapest (1994) — les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie garantissaient la sécurité de l’Ukraine en échange de son renoncement aux armes nucléaires — n’ont pas été honorées. Kadhafi avait obtenu des garanties, désarmé, et a été tué.

La leçon que tous les acteurs tirent : ne faites pas confiance aux accords avec Washington si une administration future peut les défaire.

La dédollarisation accélérée

Les guerres ont accéléré précisément ce qu’elles voulaient empêcher : la remise en question du pétrodollar.

La saisie des 300 milliards de réserves souveraines russes en 2022 a envoyé un signal à tout État qui maintient des réserves en dollars : dans une confrontation avec Washington, vos actifs peuvent être gelés ou saisis.

La réponse : - La Chine a réduit ses holdings de bons du Trésor américain de 1 300 milliards (2013) à 750 milliards (2024). - L'Inde achète du pétrole russe en roupies. - L'Arabie Saoudite accepte des yuans pour certaines ventes de pétrole à la Chine. - Les BRICS développent des mécanismes de paiement alternatifs. - Des dizaines de banques centrales augmentent leurs réserves d'or physique — précisément parce qu'il ne peut pas être gelé.

L'achat massif d'or par les banques centrales (record en 2022, 2023) est une réponse directe aux sanctions russes. C'est une assurance contre le risque pétrodollar.

La dette comme limite

La puissance militaire américaine est financée par la dette. La dette américaine dépasse 35 000 milliards de dollars. Les intérêts annuels sur la dette dépassent désormais le budget de la défense.

Les guerres post-11 septembre ont ajouté entre 8 000 et 10 000 milliards à cette dette. Ces dépenses, financées à taux bas, coûteront deux à trois fois plus en intérêts sur leur durée de vie.

Un empire dont la puissance militaire est financée par une dette détenue en partie par ses adversaires (la Chine détient encore 750 milliards de bons du Trésor) est structurellement fragilisé.

La perte de légitimité morale

La puissance américaine reposait aussi sur une légitimité morale — la conviction que les États-Unis représentaient, au moins en aspiration, des valeurs universelles. Cette légitimité était la “soft power” qui complétait la force militaire.

Abu Ghraib. Guantánamo. Les drones au Pakistan et au Yémen. Les faux témoignages au Conseil de sécurité. Les 500 000 enfants irakiens dont le prix “en valait la peine”. Les marchés aux esclaves en Libye après la “libération”.

Ces images et ces faits ont circulé. Ils ont détruit la légitimité morale américaine dans des pans entiers du monde — Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud. Le sentiment anti-américain n’est pas un préjugé irrationnel dans ces régions. Il est une réponse empirique à des expériences vécues.

Le résultat : quand les États-Unis s’opposent à la Russie sur l’Ukraine, ou à la Chine sur Taïwan, une grande partie du “Sud global” ne choisit pas leur camp — pas parce qu’ils approuvent la Russie ou la Chine, mais parce qu’ils ne font plus confiance au récit américain.

Ce que l’histoire enseigne sur les empires

L’empire romain a duré 500 ans à l’ouest. L’empire britannique, 200 ans dans sa forme globale. L’hégémonie américaine — telle qu’elle a émergé en 1945 — approche de 80 ans.

Les empires se finissent rarement par une défaite militaire frontale. Ils se finissent par : - L’épuisement financier (trop de guerres, trop de dépenses) - La perte de légitimité interne (populations qui ne veulent plus payer) - L’émergence d’alternatives crédibles (d’autres centres de pouvoir) - La contradiction entre les coûts et les bénéfices pour les populations qui le financent

Ces quatre conditions sont en train de se réunir pour l'empire américain. Pas de façon soudaine. Progressivement. Comme une marée qui se retire.

Ce que ça signifie pour le reste du monde

La fin relative de l'hégémonie américaine n'est pas nécessairement une bonne nouvelle.

La pax americana — imparfaite, hypocrite, violente dans ses marges — a maintenu une certaine stabilité dans les échanges commerciaux mondiaux, les relations financières, la résolution de conflits interétatiques.

Ce qui remplace une hégémonie déclinante n'est pas automatiquement meilleur. La multipolarité peut produire de la coopération — ou de l'instabilité concurrentielle entre grandes puissances, avec des conflits par procuration dans des zones tampons.

La question n'est pas de célébrer le déclin américain. C'est de comprendre les mécanismes pour anticiper ce qui vient.

Et pour cela, il faut d'abord avoir regardé honnêtement ce qui a été.

Épilogue — Marcus, la photo, et la question

Marcus Delorme a fini par ranger la photo de son père dans un cadre. Elle est sur l'étagère de son bureau à Bordeaux, entre un dictionnaire et un rapport sur les risques géopolitiques pour 2025.

L'homme jeune dans la jungle. Les enfants derrière. Cette attention immobile.

Il sait maintenant quelques choses qu'il ne savait pas quand il s'est engagé à vingt ans.

Il sait que la guerre du Vietnam était justifiée par un incident naval qui n'a probablement pas eu lieu. Que son père a versé du sang — pas du sien, heureusement, mais du sang autour de lui — pour protéger des routes maritimes et empêcher un domino qui ne menaçait pas le Missouri.

Il sait que les deux guerres d'Irak qu'il a faites lui-même — l'une avec enthousiasme, l'autre par momentum — ont produit un Irak sous influence iranienne, un État islamique, 200 000 morts au minimum, et un traumatisme pour les populations que personne ne mesure encore vraiment.

Il sait que pendant que des hommes comme lui combattaient, d'autres hommes signaient des contrats.

Ce que ce livre n'est pas

Ce livre n'est pas pacifiste au sens naïf du terme. Il existe des guerres nécessaires. La résistance à l'invasion nazie était nécessaire. La défense collective peut être légitime.

Ce livre n'est pas non plus anti-américain au sens d'une hostilité culturelle ou d'une préférence pour d'autres puissances. La Russie de Poutine ne vaut pas mieux. La Chine de Xi non plus. Le monde multipolaire qui émerge ne sera pas un monde de paix naturelle.

Ce livre est contre le mensonge institutionnel. Contre la fabrication de prétextes. Contre l'enrichissement privé financé par du sang public. Contre l'invisibilisation des victimes civiles. Contre la mécanique qui transforme des intérêts économiques en croisades morales.

Ce que la lucidité exige

Comprendre le système pétrodollar et ses guerres ne signifie pas que vous pouvez l'arrêter seul.

Ça signifie que vous pouvez : - Ne plus consommer les récits de guerre sans les questionner - Identifier les intérêts qui se cachent derrière les "menaces à neutraliser" - Refuser de donner votre assentiment moral à des opérations habillées en valeurs - Comprendre pourquoi les migrations que vous voyez arrivent chez vous - Comprendre pourquoi le prix de l'énergie fait des bonds - Comprendre pourquoi certains pays sont "libérés" et d'autres pas

La lucidité ne change pas le monde. Mais elle est une condition nécessaire pour ne pas être complice.

La connexion avec les autres tomes

Ce livre est le dernier d'un cycle.

Le Tome 8 (*Le Privilège exorbitant*) décrivait comment le dollar maintient sa domination par des mécanismes financiers.

Le Tome 9 (*L'Ennemi désigné*) décrivait comment les récits d'ennemis sont fabriqués pour justifier des politiques qui servent des intérêts précis.

Le Tome 10 (*Le Ventre mou de l'Empire*) décrivait comment la dépendance aux matériaux critiques fragilise la machinerie de guerre.

Le Tome 11 (*La guerre de trop*) décrivait ce que coûterait concrètement une guerre contre l'Iran.

Ce Tome 12 referme la boucle : le dollar a besoin de guerres pour se maintenir, les guerres servent des intérêts identifiables, et le coût humain — 4 à 7 millions de morts, 50 millions de déplacés — est payé par des populations qui n'ont pas participé aux décisions.

Ce n'est pas un système de méchants et de gentils. C'est un système — avec sa logique, ses acteurs, ses bénéficiaires et ses victimes.

La question finale de Marcus

Un soir, Marcus relisait des rapports sur le Yémen — des ONG documentant des bus scolaires détruits, des hôpitaux évacués, des enfants en dessous du seuil de survie.

Il a pensé à son père. À sa question à lui : *pour quoi j'ai fait ça ?*

Son père n'avait probablement jamais su que la guerre du Vietnam avait été déclenchée par un incident fabriqué. Qu'elle avait servi à maintenir des routes maritimes. Qu'Eisenhower avait prévu exactement ce qui allait se passer.

Marcus, lui, le sait. Et ses enfants, si un jour quelqu'un les convoque pour combattre quelque chose qu'il faudrait "défendre", ils le sauront aussi.

C'est peut-être la seule rupture du cycle disponible : transmettre la lucidité.

Fin du Tome 12

Cette collection — Les Rouages — explore les mécanismes cachés qui façonnent l'économie mondiale, les récits politiques, et les rapports de force géopolitiques. Le cycle se complète ici : dollar, récit, matériaux, Iran, guerres. Cinq angles sur un seul système. Lisez-les dans l'ordre ou dans le désordre — chaque tome se tient seul. Mais ensemble, ils dessinent quelque chose.

Bibliographie

Sur le pétrodollar et l'architecture monétaire

Jared Bernstein & Lori Wallach — *The Hidden Costs of the Petrodollar System* (Brookings, 2014). Analyse institutionnelle des mécanismes pétrodollar.

David Spiro — *The Hidden Hand of American Hegemony: Petrodollar Recycling and International Markets* (1999). La thèse académique de référence sur les accords Nixon-Kissinger-Saoudiens de 1973-1974.

Michael Hudson — *Super Imperialism: The Origin and Fundamentals of US World Dominance* (1972, réed. 2003). Premier ouvrage à analyser systématiquement le dollar comme instrument de puissance impériale.

Henry Kissinger — *Years of Upheaval* (1982) et *Crisis* (2003). Sources primaires sur la conception des accords pétrodollar, présentées sous la plume de leur architecte.

Sur le complexe militaro-industriel

Dwight Eisenhower — Discours d'adieu, 17 janvier 1961. Disponible intégralement aux Archives nationales américaines.

Andrew Cockburn — *The Spoils of War: Power, Profit and the American War Machine* (2021). L'analyse la plus récente et la plus documentée du complexe militaro-industriel américain contemporain.

William Hartung — *Prophets of War: Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex* (2011).

Nick Turse — *The Complex: How the Military Invades Our Everyday Lives* (2008). Les tentacules du complexe dans l'économie civile américaine.

Project on Government Oversight (POGO) — Base de données des revolving doors entre gouvernement et industrie de défense. Consultable en ligne.

Sur le Vietnam

Daniel Ellsberg — *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers* (2002). Le lanceur d'alerte qui a publié les Pentagon Papers — la preuve documentaire que les administrations américaines savaient que la guerre était ingagnable et ont continué.

Stanley Karnow — *Vietnam: A History* (1983). La référence historique standard, équilibrée.

Nick Turse — *Kill Anything That Moves: The Real American War in Vietnam* (2013). Basé sur des documents déclassifiés et des interviews de vétérans, documente la guerre des crimes de guerre systématiques au Vietnam.

Fred Wilcox — *Scorched Earth: Legacies of Chemical Warfare in Vietnam* (2011). L'Agent Orange et ses conséquences 50 ans après.

Sur la guerre du Golfe et les sanctions Irak

John MacArthur — *Second Front: Censorship and Propaganda in the 1991 Gulf War* (1992). La fabrication du consentement, dont l'affaire "Nayyirah".

Joy Gordon — *Invisible War: The United States and the Iraq Sanctions* (2010). L'analyse académique de référence sur les effets des sanctions 1991-2003, dont les 500 000 enfants.

Clark, Ramsey (ed.) — *The Children Are Dying: The Impact of Sanctions on Iraq* (1996). Rapports de terrain sur les effets humanitaires.

Sur l'Afghanistan

Ahmed Rashid — *Taliban: Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia* (2000). Écrit avant le 11 septembre, anticipe la dynamique avec une précision remarquable.

Anand Gopal — *No Good Men Among the Living: America, the Taliban, and the War Through Afghan Eyes* (2014). La guerre vue depuis les populations afghanes.

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR) — Rapports semestriels (2008-2021). Disponibles sur sigar.mil. La source la plus documentée sur l'échec de la reconstruction.

Costs of War Project (Brown University) — *The Costs of the Post-9/11 Wars* (2021). La comptabilité la plus complète du coût humain et financier des guerres post-11 septembre.

Sur l'Irak 2003

Hans Blix — *Disarming Iraq* (2004). Le chef des inspecteurs de l'ONU explique comment les preuves d'ADM étaient fabriquées ou amplifiées malgré ses rapports.

Bob Woodward — *Plan of Attack* (2004) et *State of Denial* (2006). La prise de décision interne de l'administration Bush.

Richard Clarke — *Against All Enemies: Inside America's War on Terror* (2004). Le coordinateur antiterroriste décrit comment l'administration Bush cherchait à relier l'Irak au 11 septembre dès le lendemain.

Linda Bilmes & Joseph Stiglitz — *The Three Trillion Dollar War* (2008). Le calcul complet du coût d'Irak.

Seymour Hersh — *Chain of Command: The Road from 9/11 to Abu Ghraib* (2004). Les investigations de Hersh sur Abu Ghraib et la torture systématique.

Taguba Report (2004) — Rapport du général Antonio Taguba sur les abus à Abu Ghraib. Partiellement déclassifié, disponible via le National Security Archive.

Sur la Libye

Maximilian Forte — *Slouching Towards Sirte: NATO's War on Libya and Africa* (2012). La critique la plus exhaustive de l'intervention libyenne.

Vijay Prashad — *Arab Spring, Libyan Winter* (2012). Contexte géopolitique africain et panafricain de la politique de Kadhafi.

Hillary Clinton emails — Archives déclassifiées du Département d'État américain, disponibles sur le site du Département d'État. Le courriel Blumenthal du 2 avril 2011 est référencé sous la cote C05779612.

Sur la Syrie et le Yémen

Patrick Cockburn — *The Age of Jihad* (2016). Couverture du terrain par l'un des meilleurs journalistes de la région.

Gareth Porter — Analyses sur le pipeline qatari et les motivations de l'intervention en Syrie (Consortium News, Middle East Eye).

Mwatana for Human Rights et **Amnesty International** — Rapports documentant les frappes de la coalition saoudienne au Yémen. Disponibles sur leurs sites respectifs.

Bureau of Investigative Journalism — Base de données des frappes de drones américains au Pakistan, Afghanistan, Yémen et Somalie. Disponible sur tbij.com.

Sur l'uranium appauvri et les contaminations

Dan Fahey — *Science or Science Fiction? Facts, Myths and Propaganda in the Debate Over Depleted Uranium Weapons* (2003). L'état de la science sur l'UA.

Samira Alaani et al. — *Uranium and Other Contaminants in Hair from the Parents of Children with Congenital Anomalies in Fallujah, Iraq* (Conflict and Health, 2011). Étude médicale sur Falloujah.

International Journal of Environmental Research and Public Health — Plusieurs études sur les taux de cancer à Bassora et Falloujah post-2003.

Sources de données et archives

Watson Institute for International and Public Affairs (Brown University) — Costs of War Project : costofwar.com

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) — Données sur les dépenses militaires mondiales et les ventes d'armes : sipri.org

Foreign Agents Registration Act (FARA) — Déclarations de lobbying étranger : justice.gov/nsd-fara

National Security Archive (George Washington University) — Documents déclassifiés : nsarchive.gwu.edu

Iraq Body Count — Base de données des victimes civiles documentées
en Irak : iraqbodycount.org

Du même auteur

Une série de livres indépendants, lisibles dans n'importe quel ordre, qui forment ensemble un seul projet : comprendre les mécanismes qui gouvernent votre vie — pour reprendre le contrôle.

Le Pays du Surréalisme — Trilogie fiction belge

Les Intercommunales (Tome 1) — *L'art de voler avec des mains propres*
Liège, 1991-2005. Les fonds de pension vidés. Cent soixante-dix mille affiliés spoliés. Des élus de tous les partis. Et personne en prison.

Brabant wallon (Tome 2) — *Vingt-huit morts pour un vote* 1982-1985.
Des supermarchés. Des familles ordinaires. Un réseau paramilitaire lié à l'OTAN. Zéro condamnation.

Le Dossier bis (Tome 3) — *Ce que le dossier Dutroux n'a jamais dit*
Bruxelles, 1996-2019. Le réseau protégé. Les connexions institutionnelles et internationales. Le silence organisé.

Les rouages — Comprendre le monde

Le Métier de Berger (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GSEBY4Z1Y (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GSGWFFZG (broché)

L'Angle Mort (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GSNSJ12S (ebook) — amazon.fr/dp/B0GSRYP2Q7 (broché)

La Machine Invisible (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GT69R9GK (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GT8XHD81 (broché)

Le Dernier Verrou (Livre 4) — amazon.fr/dp/B0GT2FQ1XK (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4WN4RZ (broché)

La Chaîne Dorée (Livre 5) — amazon.fr/dp/B0GTYKDC49 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2FJKLL (broché)

La Résistance Capturée (Livre 6) — amazon.fr/dp/B0GTYQZ12G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2QKCJM (broché)

À qui appartient demain ? (Livre 7) — amazon.fr/dp/B0GTQLDF2F (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTTKC8DJ (broché)

Le Pacte de 1973 (Livre 8)

L'Ennemi désigné (Livre 9)

Le Ventre mou de l'Empire (Livre 10)

La Guerre de trop contre l'Iran (Livre 11)

La Novlangue (Dictionnaire — hors-série gratuit)

Trois captivités — Manuel de reconquête (Introduction à la collection)
— amazon.fr/dp/B0GTV7F6F2 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTYK7H8M (broché)

Les rouages — La santé

Ce que vous mangez vous gouverne (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GT13KTZV (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT49YKQL (broché)

L'Alchimie Alimentaire (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GT183WYR (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4CVYHR (broché)

Conserver le vivant (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GSZHNK67 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4KQXD3 (broché)

Santé & Conscience

Pourquoi êtes-vous malade ? — *Ce que l'industrie vous fait — et comment s'en sortir*

Collection Cuisine Souveraine

L'Alchimie Alimentaire (CB1)

La Table (CB2 — *Cuisines du Monde qui Soignent*) — amazon.fr/dp/B0GTMZ6G9G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTMTDHMC (broché)

L'Anti-Inflammatoire (CB3) — amazon.fr/dp/B0GTZS7R1K (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3JL7MG (broché)

L'Apothicaire (CB4 — *Remèdes Naturels*) — amazon.fr/dp/B0GTMJ-JYC6 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTNMFKP1 (broché)

La Soupière (CB5 — *Soupes Thérapeutiques*) — amazon.fr/dp/B0GV1H-FRPW (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3N3FTG (broché)

L'Ayurveda (CB6) — amazon.fr/dp/B0GV1Q5CT3 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3W64K6 (broché)

La Fermenterie (CB7 — *Fermentation Maison*)

Les Desserts Sains (CB8) — amazon.fr/dp/B0GTN714VL (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTQZKK6Y (broché)

Le Fournil (CB9 — *Pain au Levain*)

Le Jardin (CB10 — *Potager et Autonomie*)

Le Rééquilibrage (CB11 — *Maigrir Sans Régime*) — amazon.fr/dp/B0GTMJJYC6 (ebook)

De l'or au code

Tome 1 : Constat — amazon.fr/dp/B0GR1G35J8 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GR54ZZJ3 (*broché*)

Tome 2 : On construit la mécanique — amazon.fr/dp/B0GQ4VL8K9 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GRZT2N76 (*broché*)

Tome 3 (*à paraître 2026*)

Suivre Jacques Jordens

Blog, articles et mises à jour : jordens.eu

“Ce que vous savez ne peut plus vous gouverner.”